

**L'impact des catastrophes naturelles
sur la résolution des conflits en Asie**

Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire

Clarisse Hervet

**L'impact des catastrophes naturelles
sur la résolution des conflits en Asie**
Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire

Clarisse Hervet

Les années 2004 et 2005 ont été marquées par deux catastrophes naturelles majeures : le tsunami asiatique du 26 décembre 2004 et le séisme cachemiri du 8 octobre 2005.

La vague destructrice qui s'est abattue sur les côtes de l'Océan indien est un phénomène qui se caractérise par son effet dévastateur et destructeur mais aussi par sa rareté. L'histoire de la région touchée par le tsunami de décembre 2004 ne relate aucun événement identique à celui-ci. Personne ne s'y attendait, ni les populations ni les autorités locales. Finalement l'effet de ce désastre a été d'autant plus impressionnant qu'il n'a été anticipé par personne. Les deux zones les plus durement touchées par ce drame ont été le Sri Lanka et la province d'Aceh en Indonésie (au Nord de Sumatra).

Le 8 octobre 2005, un séisme de magnitude 7,6 provoquait au Cachemire la mort de nombreux Indiens et Pakistanais. L'intervention des secours fut longue et difficile étant donné l'ampleur des dégâts, la complexité topographique du terrain et l'arrivée de l'hiver.

Sri Lanka, Aceh et le Cachemire n'ont pas seulement en commun le fait d'avoir été victimes des caprices de la nature, ces trois zones étaient aussi en proie à des violences internes depuis plusieurs décennies.

Dans de pareilles situations, ces catastrophes naturelles sont généralement synonymes de rupture ou de mutation violente et funeste. Elles débouchent toujours sur une période de tensions et d'interactions humaines, sociales, politiques et diplomatiques très fortes. Période de fragilité extrême et de reconstruction, la phase post-catastrophe peut tout aussi bien être à l'origine d'un nouveau départ comme d'une poursuite ou d'une relance des violences.

L'impact du tsunami du 26 décembre 2004 à Sri Lanka

Historique d'un conflit complexe et douloureux

Depuis 1983, l'île connaît un conflit sanglant opposant les ethnies cinghalaise et tamoule. La communauté tamoule qui contrôle près de 50% du territoire (le Nord de l'île, la côte Est, une partie de la côte Sud et une part importante du centre) est majoritairement regroupée dans le cadre des *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE). Ils revendiquent un Etat indépendant couvrant toute la partie Nord et Est du pays. L'assassinat du ministre des Affaires Etrangères en août 2006 et la vague d'attentats qui a suivi a débouché sur une réouverture des confrontations, qui ont causé la mort de plus de 100 000 personnes et entraîné des dommages s'élevant à 1,4 milliards de dollars.

Les acteurs: deux mouvements militants, le LTTE et le JVP

La vie politique contemporaine sri lankaise est marquée par le clivage tamoul-cinghalais. Les Tamouls sont représentés par le groupe indépendantiste militant des LTTE (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, Tigres de Libération de l'*Eelam tamoul*), et la majorité cinghalaise par le JVP (*Janatha Vimukti Peramna*, Front de libération du peuple).

Le LTTE, *Liberation Tigers of Tamil Eelam*

Les Tigres tamouls sont une puissante organisation militante sri lankaise extrêmement bien organisée qui dispose de capacités logistiques et militaires importantes. Leurs revendications se basent sur la conviction que le gouvernement sri lankais n'offre aucune garantie aux minorités linguistiques et religieuses. Ils demandent par conséquent l'abandon du projet fédéral et la création d'un Etat indépendant formé des provinces du Nord et de l'Est du pays (*Tamil Eelam*). La caractéristique la plus importante des LTTE est la subordination totale du politique au militaire. La branche politique est donc très peu visible à Sri Lanka, mais l'est un peu plus en Europe où il existe un secrétariat international de l'organisation localisé à Londres.

Juste après l'indépendance du Sri Lanka, Bandaranaike, Président sri lankais, impose le cinghalais comme unique langue officielle. De plus, la constitution sri lankaise de 1972 ne favorisant pas la protection des minorités, des étudiants tamouls montent l'organisation des *Tamil New Tigers*, devenue le LTTE en 1976. Le but de cette organisation, affichant un discours égalitaire, est la défense des droits et des libertés tamouls.

Le LTTE est dirigé par Velupillai Prabhakaran, véritable héros jouissant d'une réputation de guerrier invincible et sans scrupules qui n'a, par exemple, pas hésité à éliminer son bras droit accusé de mollesse dans la lutte.

L'organisation séparatiste tamoule trouve ses origines dans une caste de pêcheurs qui pratique le commerce de contrebande avec son voisin indien et qui, par la suite, a su étendre ses militants à d'autres catégories socioprofessionnelles comme des étudiants. Le LTTE est ensuite devenu un marchand d'armes redoutable. Dans les années 1980, s'est constitué le groupe des *Sea-Tigers* dont le chef Soosai est devenu le second de Prabhakaran. Les *Sea-Tigers* sont alors devenus la branche navale des LTTE en 1984.

Le LTTE recrute de jeunes gens tamouls, en majorité issus des basses castes, pour former un appareil militaire. De plus en plus d'enfants et de femmes sont recrutés par la force dans les camps de déplacés (généralement repérés par l'organisation non gouvernementale tamoule, *Tamil Rehabilitation Organisation*). Femmes et enfants sont aujourd'hui les premières victimes de ces pratiques puisque les hommes se font de plus en plus rares dans les camps de réfugiés (beaucoup sont morts durant des combats et d'autres ont émigré). Ces recrutements forcés se sont intensifiés ces dernières années d'après l'organisation non gouvernementale *Amnesty International*; on évalue le nombre de cadres recrutés depuis 2000 à 10 000¹. L'appareil militaire serait largement financé par la diaspora tamoule et les taxes prélevées sur les transits entre le Nord et le Sud de l'île.

Lors de l'entrée des adhérents dans le groupe, les cadres doivent attacher autour de leur cou une capsule de cyanure appelée *Kuppi*² afin de montrer qu'ils sont prêts à sacrifier leur vie pour la défense de leur communauté. Les Tigres exploitent donc la tendance suicidaire élevée de la jeunesse sri lankaise: « A Sri Lanka, s'est développée depuis une génération une culture de la mort, chacun étant prêt à mourir pour ses aspirations déçues ou pour ses convictions³ ». L'héroïsme et le sacrifice de soi sont les bases de l'engagement tamoul au sein du LTTE. Les actions violentes des Tigres ont débuté à partir de 1975 avec l'assassinat du maire de Jaffna. Puis, dès 1983, le conflit s'internationalise, conséquence de la forte émigration tamoule en Occident.

Depuis les années 90, le groupe séparatiste sri lankais dispose de capacités de secours d'urgence à travers l'Organisation de Réhabilitation Tamoule (*Tamil Rehabilitation Organisation*, TRO)⁴. Cette dernière a exercé une forte pression sur les organisations d'aide présentes dans les zones contrôlées par les Tigres, ce qui a conduit au retrait de la majorité d'entre elles.

Le succès du LTTE est dû à la mise en pratique de la stratégie énoncée dans le traité indien de l'Arthashastra: « être le plus fort en un point donné, se retirer quand

¹ Balencie, J-M., de la Grange, A., *Les nouveaux mondes rebelles. Conflits, terrorisme et contestations*, éditions Michalon, Paris, 2005, pp 375.

² Ce « kuppi » remplace le collier de mariage (dit « thali ») chez les femmes.

³ Meyer, E., *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, La documentation Française, collection Asie plurielle, 2001, pp 125.

⁴ Cherian, S., *Sri Lanka, La diaspora tamoule rackettée par les Tigres*, in: *Courrier Internationale*, 4 mai 2006, n°809: « Selon certaines sources, la TRO détient des comptes bancaires à la Barclays Bank de Paris, à la Caisse d'épargne de Monchen-Gladbach, en Allemagne, à la BG Bank, au Danemark, et à la TD Canada Trust Bank, au Canada. »

nécessaire, se fournir en armes chez l'ennemi, y créer la discorde, brouiller les pistes, employer le « châtement secret » - c'est-à-dire l'élimination physique des opposants. Ils cultivent le secret et ne revendiquent presque jamais les attentats dont ils sont les auteurs⁵ ».

La force du LTTE est sa dimension mondiale, à savoir ses connections à travers le monde avec la diaspora tamoule qui sont de plus en plus importantes en Occident⁶. Grâce à une très bonne stratégie de communication, et une maîtrise des moyens médiatiques, le LTTE peut profiter pleinement des réseaux mondiaux que la diaspora tamoule met à sa disposition. On prendra ici l'exemple de l'association des étudiants tamouls de France⁷, qui a une stratégie de communication très recherchée et qui profitent de toutes les occasions pour se faire connaître dans les forums étudiants français. Après les ravages du tsunami, cette association lance régulièrement des appels à la solidarité en organisant des grandes collectes de fonds.

Les émigrés tamouls doivent tous contribuer au financement du LTTE. Si ces derniers refusent, ils sont alors menacés d'une interdiction de se rendre dans les régions sous contrôle tamoul à Sri Lanka. Chaque résident tamoul à l'étranger est fiché et surveillé dès qu'il revient au pays. Cette surveillance est tout à fait faisable, étant donné que chaque personne qui verse une contribution à l'organisation reçoit en échange une carte d'identité de l'*Eelam Tamoul*. Carte qui permet de contrôler les allées et venues des émigrés entre l'Occident et les zones surveillées⁸.

Le LTTE devrait se soucier aujourd'hui de la misère sociale qui caractérise les zones sous contrôle tamoul. Ces régions sont majoritairement peuplées d'orphelins, de veuves et de vieillards. Le niveau d'éducation a largement baissé et les niveaux de nutrition et de santé sont alarmants.

Le JVP, *Janatha Vimukti Peramna*, Front de libération du peuple⁹

Le JVP, fondé en 1965, est composé de jeunes cinghalais étudiants issus de la caste de pêcheurs Karava¹⁰, généralement de classe moyenne et, pour la plupart, au chômage (conséquence de leur faible niveau d'anglais). La plupart ont été formés dans des écoles rurales uniquement cinghalaises où leur a été inculquée une culture politique nationaliste cinghalaise. Les référents idéologiques du Front sont le

⁵ Meyer, E., *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, La documentation Française, collection Asie plurielle, 2001, pp145.

⁶ Cherian, S., *Sri Lanka, La diaspora tamoule rackettée par les Tigres*, in: *Courrier Internationale*, 4 mai 2006, n°809: « les estimations divergent, mais le nombre de tamouls sri lankais émigrés est estimé à 200 000 ou 250 000 au Canada, à environ 110 000 au Royaume-Uni, à 50 000 en Allemagne, et à peu près à 30 000 en Suisse, en France et en Australie. On ne dispose d'aucun recensement officiel pour les Etats-Unis, mais les chiffres varient de 50 000 à 300 000 ».

⁷ <http://www.aetf.fr/>, site des étudiants tamouls de France.

⁸ Cherian, S., *Sri Lanka, La diaspora tamoule rackettée par les Tigres*, in: *Courrier Internationale*, 4 mai 2006, n°809

⁹ <http://www.jvpsrilanka.com/>, site officiel du JVP.

¹⁰ Meyer, E., *Sri Lanka: l'impact politique du tsunami de 2004*, in: *Asie. Edition 2005-2006*, coll. « les Etudes », La documentation Française, 2005-2006, pp181.

marxisme et l'indigénisme cinghalais. Le bouddhisme est un élément coextensif de l'identité cinghalaise, considéré comme un facteur de cohésion qui faciliterait l'homogénéité de la communauté dépassant tout clivage de castes. Le JVP s'insurge contre l'hégémonie de l'élite bourgeoise anglophone de Colombo et s'oppose au système de démocratie parlementaire. Leur leader est Rohana Wijeweera qui, après avoir séjourné à Pékin et étudié la médecine à Moscou, s'est lancé dans le militantisme cinghalais. Son modèle révolutionnaire est Che Guevara.

À partir de 1987, le JVP pratiqua une politique de terreur. Il s'agissait d'éliminer les politiciens corrompus, les mafias locales, les sympathisants du pouvoir d'Etat et des personnes publiques connues. L'ambition du JVP était de saper le pouvoir d'Etat en montant un gouvernement parallèle. Il força alors certains magasins à fermer, organisa des grèves générales de services publics, ferma des écoles et des hôpitaux, proclama des couvre-feux quand bon lui semblait... Peu à peu, le JVP s'enferma dans sa politique de terreur, les membres du Front perdirent toute crédibilité auprès de la population. Aujourd'hui, le JVP s'oppose totalement au dialogue avec le LTTE. Pour ce groupe, accepter de dialoguer avec des « terroristes » est la marque d'une perte de souveraineté importante.

Situation pré tsunami ou un identitarisme exacerbé

On peut mettre en avant trois facteurs explicatifs du conflit:

- la crainte des Cinghalais de l'expansionnisme indien après l'indépendance du Sri Lanka (la communauté Tamoule étant assimilée à la communauté indienne¹¹, les Cinghalais ont eu vite fait d'imposer leurs valeurs cinghalaises et bouddhistes)
- les zones irriguées du centre Nord et de l'est de l'île attirent les Cinghalais dans les régions tamoules (cette immigration de Cinghalais en zone tamoule provoquent des tensions entre les deux communautés)
- les événements de juillet 1983 institutionnalisent la violence armée, et la libéralisation économique du Sri Lanka met fin à l'Etat providence provoquant l'augmentation des écarts de richesse et la misère.

Les origines du conflit actuel remontent à 1930, période durant laquelle les Tamouls étaient surreprésentés dans l'administration coloniale. La donne a changé depuis l'indépendance du Sri Lanka car les Cinghalais ont su reprendre les commandes de la nouvelle administration exerçant leur suprématie sur tous les rouages de l'Etat et excluant la communauté tamoule de toutes prises de décision. La population majoritairement cinghalaise a donc repris le dessus et a largement dominé l'Etat Sri Lankais mettant en place des mesures discriminantes afin de réduire l'influence et la représentation des Tamouls. L'accès à la terre et à l'éducation pour les Tamouls a été réduit et le cinghalais devint l'unique langue officielle du pays (1956). Les Tamouls,

¹¹ 50 millions de Tamouls vivent en Inde, la majorité dans l'Etat du Tamil Nadu qui se trouve à l'extrême Sud-Est de l'Inde.

voyant leurs droits se résorber d'année en année, se sont radicalisés et revendiquent depuis ce jour leur Etat propre: l'*Eelam Tamoul*.

La répression cinghalaise post-indépendance a provoqué un soulèvement des tamouls qui sera suivi par des conflits ethniques à répétition et même par une volonté de sécession à partir de la fin des années 70.

Les deux critères identitaires les plus discriminants aujourd'hui sont la langue et l'écriture. En effet, seulement 10% de la population parle et comprend plus d'une langue¹². L'adoption de langues officielles comme l'anglais a exclu les petits groupes communautaires et amplifié leur sentiment identitaire. Seulement 11% des Cinghalais et 22% des Tamouls et des Musulmans parlent l'anglais alors que cette langue est celle utilisée par les représentants officiels du gouvernement. Une forte majorité des Tamouls et des Cinghalais n'ont donc pas de langue commune. Dans le système éducatif par exemple, l'anglais n'est pas la langue d'enseignement mais la première langue étrangère enseignée. Il existe donc deux filières scolaires, une cinghalaise et une tamoule¹³. Le communautarisme existe donc déjà à l'école primaire! Les communautés cinghalaise et tamoule n'ont pas la même écriture, ce qui est un moyen pour ces communautés d'accroître leur visibilité¹⁴.

L'événement déclencheur de la guerre civile et de la militarisation du conflit à Sri Lanka est le « Black July » en 1983: en représailles d'un attentat tamoul tuant 13 soldats cinghalais, l'armée organise des pogroms anti-tamouls. Le Sri Lanka garde encore aujourd'hui en mémoire cette page douloureuse de son histoire. Suite à ces événements noirs de juillet 83, une période de répression sans relâche a été entamée par le gouvernement de Colombo. Des unités de la Police ont organisé des expéditions punitives contre les groupes soupçonnés de soutenir le JVP, « le signe distinctif de la répression étant la crémation des corps des suppliciés sur des bûchers de pneus passés à leur cou ¹⁵». La torture est devenue très vite une pratique commune contre les jeunes Tamouls suspectés d'appartenir au LTTE dans les camps militaires.

Depuis les pogroms anti-tamouls de Colombo, la société sri lankaise vit dans une société dans laquelle la violence est totalement banalisée. Tout au long du conflit, les positionnements ethniques et religieux entre les Tamouls et les Cinghalais se sont radicalisés. Cependant, il ne faut pas croire que le conflit sri lankais est essentiellement ethnique et religieux. Les racines du conflit sont clairement les divisions politiques et sociales qu'entraînent une société de castes¹⁶.

¹² Meyer, E., *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, La documentation Française, coll. Asie plurielle, 2001, pp44.

¹³ Ibid, pp 45.

¹⁴ Ibid, pp44: « Lors des premiers incidents graves entre les deux communautés, dans les années 50, les émeutiers barbouillaient de noir les inscriptions dans la langue de l'adversaire, comme pour effacer sa présence du paysage social ».

¹⁵ Meyer, E., *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, La documentation Française, coll. Asie plurielle, 2001, pp122.

¹⁶ Le système de castes est un non-dit au sein de la société sri lankaise contrairement au continent indien. Cependant les préjugés de castes sont encore très présents et créent de véritables réseaux d'influence et de solidarité.

Durant toutes ces années d'affrontements, s'est creusé un fossé entre le Nord et le Sud du pays. Le Nord et l'est sont devenus des zones d'action humanitaire, et le Sud et l'Ouest une zone touristique importante prisée des occidentaux.

Avant la vague meurtrière de décembre 2004, les parties prenantes au conflit n'ont jamais trouvé aucun accord de paix solide, malgré l'intervention de pays tiers. Bien qu'ayant survécu à de nombreuses crises politiques, la démocratie sri lankaise résistera-t-elle à celle provoquée par le tsunami de décembre 2004?

Situation post-tsunami ou la « nouvelle guerre »

Le tsunami frappa les côtes sri lankaises dans la matinée du 26 décembre 2004. Événement imprévisible, les autorités et les populations locales n'étaient pas du tout préparées à une telle catastrophe. Le seul raz-de-marée de grande ampleur dans la mémoire collective sri lankaise remontant à plus de deux millénaires; de nombreuses personnes se sont approchées de la mer juste avant la vague meurtrière, intriguées par l'étonnant recul de celle-ci. Le Sri Lanka a particulièrement été affecté à cause de sa taille modeste et par conséquent sa faible capacité de résilience.

Le gouvernement a rapidement répondu présent à la proposition d'intervention de la communauté internationale. De gros budgets ont alors été mobilisés que ce soit par des bailleurs de fonds multilatéraux ou bilatéraux, par des organisations non gouvernementales ou par des donateurs privés. Cependant, la coordination de l'aide entre les structures internationales et locales n'a pas été de suite effective. De surcroît, le contexte politique et sécuritaire n'a pas facilité la tâche des intervenants.

En effet, après le tsunami, il y eut un regain important des tensions communautaires. Une succession d'évènements font craindre aujourd'hui le retour à la guerre civile ouverte (enlèvements, meurtres, incendies de bateaux de pêches, appel de hartal -grève générale- à Kalmunai, Muthur, Trincomalee,...), dissensions au sein du gouvernement... Du coup, l'accès des bénéficiaires aux programmes d'aide a été retardé, et leur mise en œuvre de plus en plus difficile.

Eric Meyer a qualifié la catastrophe du tsunami à Sri Lanka de « sur catastrophe », puisque le pays connaissait déjà une crise politique grave: « la catastrophe est survenue dans un contexte de fragilité institutionnelle, de blocage politique et d'incertitude économique: trois ans après le début de la trêve conclue entre l'armée gouvernementale et les troupes du mouvement séparatiste tamoul des LTTE, le processus de paix s'était enlisé. ¹⁷ »

De plus, profitant de sa nouvelle visibilité sur la scène internationale, Vellupillai Prabhakaran, chef du LTTE, a tout mis en œuvre pour que le conflit reprenne. Les instigateurs des violences semblent souhaiter une reprise des conflits.

¹⁷ Meyer, E., *Sri Lanka: l'impact politique du tsunami de 2004*, in: *Asie*, Edition 2005-2006, coll. « les Etudes », La documentation Française, 2005-2006, pp 176.

Depuis la catastrophe du tsunami, le Sri Lanka fait donc non seulement face au problème de la division entre tamouls de l'est et tamouls du Nord, mais aussi au contentieux sur la répartition de l'aide internationale post-tsunami.

La Catastrophe a participé à l'enlisement du processus de paix: « 4 ans après la signature du cessez-le-feu, le pays est entrain de renouer avec ses années les plus sombres, et les plus meurtrières¹⁸ ». La scène internationale craint que le pays ne retombe dans la crise des années 80-90. Le système démocratique de l'île subit de constantes tribulations et continue d'être fragilisé par la violence et la corruption. Cependant, en dépit de la guerre séparatiste, la population se mobilise toujours pour aller voter ce qui prouve une certaine maturité politique des Sri Lankais.

Coûtant la vie à 60 000 personnes au minimum et causant le déplacement d'environ 800 000 personnes vers l'Inde, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie¹⁹, le conflit sri lankais perdure. Les destructions sont estimées à 1,4 milliard de dollars par la Banque Mondiale. Plus de 15% des enfants du Nord et l'Est de l'île ne sont plus scolarisés et ont été enrôlés comme enfants soldats²⁰. Les LTTE continuent leur guérilla sans prêter la moindre attention au respect des droits de l'Homme.

Impact du tsunami : Bilan matériel et humain

Le bilan humain de la catastrophe du tsunami est dramatique: environ 36 000 morts, une centaine de touristes, dont 12 000 dans les territoires occupés par les Tamouls. De nombreuses familles n'ont toujours pas de réponses et sont donc dans l'impossibilité de faire leur deuil. À peu près 500 000 personnes ont été déplacées. Le tsunami a touché 2/3 du périmètre côtier du Sri Lanka²¹, où la densité de population est particulièrement forte allant de 800 à 1000 habitants au km². Les personnes les plus touchées par la catastrophe sont les pêcheurs, les personnes vivant du tourisme balnéaire, et indirectement les cultivateurs de riz (leurs champs ont été immergés par l'eau salée).

Sur le plan économique, les ravages sont considérables: la vague a balayé des zones habitées sur les côtes du Sri Lanka, notamment les habitations construites en matériaux locaux légers, ainsi que des arbres, des bateaux... La vague a aussi détruit des constructions un peu plus lourdes comme des écoles, des infrastructures de santé... Dans le Sud et le Sud-Ouest, les infrastructures touristiques côtières ont été très endommagées et celles qui sont dans les terres sont aujourd'hui submergées par les déplacements de population. Cette crise fera perdre au Sri Lanka au moins 1% de sa croissance.

¹⁸ Ennaimi, M., *Le spectre du retour à la guerre civile*, Rfi, 2 mai 2006.

http://www.rfi.fr/actufr/articles/077/article_43430.asp

¹⁹ Depuis 1995, un demi-million de Tamouls de Jaffna, ville du Nord dont les habitations ont été détruites à 80%, sont sur les routes de l'exode.

²⁰ <http://web.amnesty.org/library/Index/FRAASA370022004?open&of=FRA-364>, « En quête d'enfants soldats, les Tigres libérateurs de l' *Eelam Tamoul* s'en prennent violemment aux familles », Communiqué de presse d'Amnesty International.

²¹ Meyer, E., *Sri Lanka: l'impact politique du tsunami de 2004*, in: *Asie. Edition 2005-2006*, coll. « les Etudes », La documentation Française, 2005-2006.

Le dispositif militaire en zone côtière des LTTE a été très endommagé par la catastrophe. La situation dans les territoires tamouls s'est alors progressivement dégradée, les violences et les assassinats ont recommencé.

Intervention de la communauté internationale; entente et coordination de l'aide internationale avec les acteurs locaux (gouvernement, ONG, militaires)

Les Nations Unies et ses différentes agences (PAM – Programme Alimentaire Mondial –, PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement –, OMS – Organisation Mondiale de la Santé –, HCR – Haut Commissariat aux Réfugiés –, BCAH) se sont mobilisées massivement. Le 27 décembre, une mission UNDAC (*United Nations Disaster Assessment and Coordination Team*) a été envoyée pour la mise en place d'une coordination des actions efficaces et l'évaluation des besoins. L'ouverture du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires s'est faite bien plus vite à Colombo qu'à Aceh du fait d'une meilleure visibilité de la situation politique.

Les ONG et la société civile ont réagi très vite après la vague, cependant, faute de moyens et d'expérience face à une catastrophe naturelle d'une telle ampleur, leur action n'a pas été très efficace. Très vite les ONG internationales ont établi un partenariat avec les ONG locales afin d'augmenter l'efficacité des actions d'urgence. Cependant, la coordination et le dialogue entre toutes ces ONG n'ont jamais été suffisants. Les clivages communautaires et ethniques ont été un frein important à la coordination des actions humanitaires. Les ONG ont dû être très attentives à la constitution de leurs équipes entre Tamoul et Cinghalais. Dans chaque zone tampon, les ONG ont dû expliquer de façon claire et transparente leurs actions et objectifs.

Durant la phase d'urgence, les populations locales n'ont pas attendu que se manifeste la solidarité internationale pour agir. Les habitants ont su faire face à la catastrophe et ont fait preuve d'une grande cohésion intercommunautaire: « les responsables locaux de l'administration, des forces armées gouvernementales et des milices séparatistes, passées les premières heures de panique, se sont montrés plus efficaces et plus coopératifs qu'on ne le prédisait. ²²»

D'après Eric Meyer, il y a eu un renforcement des tensions communautaires, après l'arrivée des secours étrangers, qui a accentué la ségrégation communautaire de l'habitat. Afin d'illustrer cet argument il expose le cas du district de Trincomalee où les trois communautés de l'île sont représentées (tamoule, cinghalaise et musulmane). Aux élections de 2004, l'Alliance nationale tamoule a obtenu deux sièges, le parti musulman et le JVP ont obtenu chacun un siège. Le jeu politique y est donc extrêmement complexe, et il est difficile pour les ONG étrangères et les Organisations Internationales d'organiser l'aide en collaboration avec le Secours islamique, le JVP et l'ORT.

De plus, à Sri Lanka, la présence d'organisations humanitaires étrangères est en général plutôt mal perçue, conséquence des nombreuses interventions étrangères au

²² Meyer, E., *Sri Lanka: l'impact politique du tsunami de 2004*, in: *Asie. Edition 2005-2006*, coll. « les Etudes », La documentation Française, 2005-2006, pp177.

cours des siècles et encore aujourd'hui²³. Par exemple, depuis le cessez-le-feu de 2002, les aides pour la reconstruction au profit des zones du Nord et de l'Est ont encore augmenté. Le Sri Lanka a été caractérisé par les experts en développement de pays « sur-aidé »²⁴. Il a toujours été difficile pour les ONG étrangères de rester neutres, celles-ci étant toujours prises dans le jeu politique de Colombo et des LTTE. La construction de zone tampon²⁵ est devenue un nouvel enjeu électoral et a largement retardé les opérations de reconstruction. L'aide humanitaire est devenue un enjeu intercommunautaire entre les différentes parties du conflit.

Mécanisme mis en place par les intervenants étrangers et/ou le gouvernement local pour la reconstruction post-catastrophe

Le jour du drame la Présidente sri lankaise n'était pas sur le territoire nationale. Cependant, rapidement, des structures d'aide ont été mises en place²⁶:

- TAFLOL, Task Force pour le respect de la loi, l'ordre et la mise en place de la logistique
- TAFOR, Task Force pour les secours
- TAFREN, Task Force pour la Reconstruction Nationale
- RRR Ministry, Ministère des Secours de la Réhabilitation et de la Réconciliation

Durant la phase d'urgence, les deux camps adverses se sont concertés afin d'entamer une nouvelle phase de négociations. Un accord sur le mécanisme conjoint de décision pour la reconstruction post-tsunami a alors été négocié, le P-TOMS.

Cet accord a été mis en place pour faciliter la reconstruction dans le Nord et l'Est de l'île. Le but étant d'installer un dialogue constructif afin de parvenir à une paix juste et durable. Ce mécanisme inclut toutes les parties prenantes y compris la partie musulmane: « L'Union européenne fait appel à toutes les parties d'assurer que le P-TOMS devienne opérationnel aussitôt que possible, de sorte que les besoins urgents de toutes les victimes du tsunami peuvent être adressés sans délai supplémentaire. L'Union européenne confirme sa disponibilité à assister toutes les parties à la mise en place du mécanisme et à son fonctionnement effectif. L'Union européenne réitère son annonce d'engager des fonds substantiels au Trust Fund, l'objectif étant de financer des projets décidés par le mécanisme, une fois que celui-ci aura été établi²⁷ ».

Le P-TOMS est très vite devenu un enjeu politique de confrontation au sein du gouvernement lui-même et entre le gouvernement et les rebelles tamouls. Ces

²³ Idem: « L'humanitaire est perçu comme un avatar des anciennes missions étrangères, voire comme un paravent pour l'activité des nouvelles entreprises missionnaires ».

²⁴ Ibid, pp184.

²⁵ Recherche de terrains constructibles, de fonciers disponibles hors zone à risque.

²⁶ <http://www.adb.org/Documents/Events/2005/Rehabilitation-Reconstruction/adb-manila-summit.pdf>. Rebuilding Sri Lanka post tsunami, Mano Titavella, Chairman-TAFREN, task Force for rebuilding the Nation

²⁷ <http://www.diplomatie.gouv.fr/actu/bulletin.asp?liste=20050628.html#Chapitre11>, Les déclarations officielles de politiques étrangères sur la site du Ministère des Affaires Etrangères français.

tensions ont contribué à l'implosion de la coalition du gouvernement, le parti marxiste (allié important de la Présidente) se retirant du jeu politique en juin 2005 (le JVP, People's Liberation Front). Le président du JVP n'a pas accepté la mise en place du P-TOMS, cet accord étant pour lui un pas vers la reconnaissance de l'autonomie tamoule: «Il s'agit d'une violation de la souveraineté du pays et nous ne le permettrons pas. La présidente n'a pas le droit de partager la souveraineté du pays avec une organisation quelconque, en particulier un groupe terroriste comme le LTTE qui n'est responsable auprès de personne sauf de ses pistolets²⁸».

Le P-TOMS a aussi été un enjeu politique important dans la course aux élections présidentielles de novembre 2005. Ce dernier a donc contribué à l'éclatement de la coalition gouvernementale et a créé des tensions au sein du groupe rebelle des Tamouls. Les milieux bouddhistes ont même accusé les médiateurs nordiques de soutenir les missionnaires chrétiens liés aux séparatistes tamouls.

Internationalisation du conflit

Dés 1983, le conflit sri lankais a été internationalisé par les nombreux Tamouls exilés en Occident. Ceux-ci en ont alors profité pour diffuser leurs thèses séparatistes.

Avant le Tsunami, le Sri Lanka était déjà un pays dépendant des financements internationaux et il accueillait de nombreuses organisations humanitaires dans le Nord et l'Est de l'île.

L'internationalisation du conflit est donc la résultante de l'action de maintien de la paix indienne, de l'implication importante des pays nordiques dans le processus de paix et de la forte diaspora tamoule présente en Occident. La visibilité des revendications tamoules a toujours été plus importante que celle de la province d'Aceh à Sumatra. La visibilité du conflit entre Colombo et les LTTE a bien sûr été intensifiée par le rabattage médiatique du tsunami.

Instrumentalisation, politisation de l'aide et degré de corruption (rôle des ONG activistes qui poursuivent un engagement idéologique, des Etats et armées)

Une fois passée la phase d'urgence, l'aide post tsunami a été fortement politisée alors que pendant la phase d'urgence, c'est l'esprit de solidarité et de cohésion qui a primé. L'espace de quelques jours, Colombo, les Tigres, les Musulmans et l'armée ont avancé ensemble. Mais malheureusement les dissensions ont repris le dessus.

L'ORT a agi dans les zones contrôlées par les tamoules dans le Nord et l'Est de l'île. Le JVP a plutôt été actif dans la province orientale (mise en place de camps cinghalais de réfugiés, surtout à Trincomalee). Militantisme de l'assistance humanitaire, prise de contrôle de l'aide à des fins politiques, ces groupes ont freiné l'action du gouvernement. Les Tigres tamouls se sont servis de l'ORT²⁹ comme outil

²⁸ Daoudi, M., *Accord avec les Tigres sur l'aide aux rescapés du tsunami*, Rfi, 24 juin 2005. http://rfi.fr/actu/fr/articles/066/article_37075.asp

²⁹ Cherian, S., *Sri Lanka, La diaspora tamoule rackettée par les Tigres*, in: *Courrier Internationale*, 4 mai 2006, n°809: « après le tsunami du 26 décembre 2004, la TRO a récolté d'énormes quantités de dons versés

de reconnaissance internationale, l'action de celle-ci ayant été légitimée par la communauté internationale: « La reconnaissance de l'ORT comme interlocuteur privilégié par les organismes humanitaires étrangers représentait un outil politique de la plus haute importance pour les LTTE, qui ont su exploiter avec une grande habileté stratégique les circonstances du tsunami pour se créer une légitimité civile et entretenir leur image d'efficacité auprès de la communauté internationale³⁰ ». Les bouddhistes et les musulmans ont aussi essayé d'obtenir une visibilité sur la scène politique par le biais d'actions humanitaires post-tsunami.

Intérêt géostratégique de la zone

Sri Lanka n'est pas une zone géostratégique d'une importance primordiale à l'échelle internationale. Son espace stratégique que constitue l'océan Indien est clairement écrasé par son voisin indien. L'île n'exerce pas d'influence politique ou religieuse marquée dans les Etats du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient. Bien que la diaspora sri lankaise, surtout tamoule, soit importante dans l'Union européenne, son influence est très réduite.

Quant aux Etats-Unis, qui utilisèrent l'île comme point d'appui stratégique face à l'Inde socialiste durant la Guerre Froide, ceux-ci ne trouvent aujourd'hui aucun intérêt stratégique à Sri Lanka. Ceci explique pourquoi les Etats-Unis ont été moins présents sur le terrain suite à la catastrophe à Sri Lanka qu'en Indonésie ou au Cachemire.

Traitement des déplacés victimes de la catastrophe et des déplacés victimes du conflit

L'aide massive aux victimes du tsunami a mis en lumière le manque d'aide aux victimes du conflit. Ces victimes ont été hébergées dans des camps extrêmement précaires et ont manqué de soutien psychologique et matériel. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est tout à fait conscient de la double tragédie qu'a subie le Sri Lanka³¹. Le clivage entre victimes du tsunami et victimes du conflit tend à s'atténuer puisque le conflit s'intensifie. L'aide internationale a plus pris en compte les victimes du tsunami que celles du conflit, par conséquent cette inégalité de traitement a déjà suscité des jalousies et à réveiller certaines revendications.

par les expatriés. Entre le 1er janvier et le 15 Août 2005, ces sommes auraient atteint environ 7,8 millions d'euros ».

³⁰ Meyer, E., *Sri Lanka: l'impact politique du tsunami de 2004*, in: *Asie. Edition 2005-2006*, coll. « les Etudes », La documentation Française, 2005-2006. pp182.

³¹ <http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/iwpList431/8CFC955A319165DFC1257030002B7440>, site du Comité international de la Croix Rouge, Poursuite de l'Aide aux victimes du conflit du tsunami, par Solveig Olafsdottir:

« Le CICR est conscient qu'il est important de maintenir un équilibre entre l'assistance aux personnes touchées par le tsunami et l'aide aux victimes du conflit. C'est la raison pour laquelle nous allons tout mettre en œuvre pour répondre aux besoins de ces deux catégories de bénéficiaires ».

Après la phase d'urgence, l'aide internationale aurait dû se pencher aussi sur le cas des victimes du conflit en établissant le dialogue avec Colombo.

La gestion de l'aide a finalement fragilisé les deux camps de l'intérieur, provoquant une atomisation des parties: d'une part, la coalition gouvernementale s'est vue scindée, d'autre part, les Tigres Tamouls ont subi la scission de l'un de leurs principaux stratèges. L'aide internationale a donc engendré un fractionnement des parties du conflit. Le pays a donc aujourd'hui davantage besoin de réformes politiques et de bonne gouvernance que d'aides financières³².

Le manque de coopération du JVP dans le processus de mise en place de distribution de l'aide du P-TOMS n'a fait que retarder la phase de reconstruction et accroître le sentiment d'injustice chez les victimes de la catastrophe. Face à l'incompétence du gouvernement après le drame de décembre 2004, les sri lankais se sont sentis abandonnés. Ainsi le LTTE a pu récupérer un maximum de soutien par l'ORT. Le tsunami n'a fait qu'aggraver une situation déjà fragilisée par la guerre.

La dégradation de la situation a atteint un degré tel qu'il semble difficile de régler le conflit par un simple compromis. Banalisation de la violence, attentats terroristes, implosion de la coalition gouvernementale, scission du LTTE, taux élevé de suicide,... Bien que le Sri Lanka nous ait montré sa capacité de résilience aux crises politiques et à la catastrophe naturelle de 2004, la société sri lankaise semble être perdue. La majorité de la population essaie d'émigrer pour échapper aux violences, mais elle continue d'Occident de financer les attentats terroristes.

³² Meyer, E., *Sri Lanka: l'impact politique du tsunami de 2004*, in: *Asie. Edition 2005-2006*, coll. « les Etudes », La documentation Française, 2005-2006. pp186: « Les vagues médiatiques et charitables sont par nature éphémères, l'essentiel est ailleurs, dans la reconstruction responsable d'une économie et d'un vouloir vivre ensemble. Nul ne sait à ce jour si le choc du tsunami a fait mûrir cette prise de conscience ».

Impact du tsunami du 26 décembre 2004 sur la province d'Aceh en Indonésie

Historique d'un conflit volontairement oublié

L'Indonésie a été le pays le plus affecté par le séisme à l'origine du tsunami de décembre 2004. Très proche de l'épicentre, la province d'Aceh (pointe Nord de l'île de Sumatra) a été complètement ravagée. Interdite aux étrangers depuis quelques années, l'ouverture de la province aux humanitaires et journalistes étrangers a permis la médiatisation d'un conflit qui perdure avec intensité depuis 1976. Ce conflit oppose le mouvement indépendantiste du GAM (Mouvement de libération d'Aceh) à la TNI (armée indonésienne).

Depuis des années, dans l'indifférence la plus totale de la communauté internationale, la province d'Aceh, riche en hydrocarbures, se bat contre la mainmise de l'armée indonésienne.

Cependant, depuis l'ouverture de la province et la médiatisation intensive de la catastrophe, des accords de paix ont été signés entre les parties belligérantes sous l'égide de l'Union européenne. Maintenant, la question est de savoir si ces accords ne sont qu'une trêve provisoire, résultat d'un contexte particulier dû au tsunami, ou s'ils seront durables.

Les acteurs: les indépendantistes du GAM (*Gerakan Aceh Merdeka*, Mouvement de libération d'Aceh) et la TNI (*Tentara Nasional Indonesia*, armée indonésienne)

Le GAM , Gerakan Aceh Merdeka

Le GAM est un mouvement indépendantiste qui a démarré ces activités en 1976. Ce groupe reproche au gouvernement central de s'être approprié arbitrairement la province d'Aceh, sans consultation populaire, au moment de l'indépendance indonésienne. Le projet sécessionniste du GAM est tout à fait envisageable étant donné les réserves en hydrocarbures de la région. Leurs fonds proviennent en majorité de l'impôt révolutionnaire et du trafic de marijuana. Cependant, ce groupe rebelle ne jouit pas d'un soutien très important au sein de la population acehnaise.

Les associations de défense des droits de l'homme indonésiennes estiment le nombre de morts dû aux opérations indonésiennes anti-GAM à 3000.

Le chef du GAM se nomme Hassan Di Tiro, descendant, dit-on, du héros acehnaise de la guerre contre les colons hollandais (1873-1906). D'origine aristocrate, sa famille a été décimée par les troupes néerlandaises.

Il a rejoint dans un premier temps le groupe du *Dar-ul-Islam*³³, puis est parti vivre aux Etats-Unis dans les années 70 où il a obtenu la nationalité américaine. Très vite,

³³ De 1948 à 1962, une insurrection islamiste a été menée à Java et à Sumatra par le groupe Dar-ul Islam au nom d'un Etat islamique fédéral.

il devint un riche homme d'affaire en montant son entreprise Doral International Ltd. En 1976, de retour pour créer le GAM et gagner l'indépendance de l'Etat d'Aceh-Sumatra, il est contraint de fuir l'archipel. Il s'installa à Stockholm d'où il dirige encore aujourd'hui le GAM.

Le GAM a un bras militaire, l'Agam (Angkatan-GAM) qui comptait en 2000 près de 3000 hommes³⁴. Ses membres sont de culture musulmane et militent pour plus de justice sociale. Cependant leur projet politique n'est pas très lisible. Ce manque de lisibilité ainsi que le non-respect des conventions de Genève³⁵ leur a porté préjudice puisque ce sont quelques-unes des raisons pour lesquelles la communauté internationale ne s'est pas particulièrement penchée sur leurs revendications. En effet, cette dernière considérait le problème acehnais, avant le tsunami, comme une question interne, proprement indonésienne.

Bien que les services de renseignements indonésiens accusent le GAM d'être lié au groupe Al-Qaeda et fassent pression sur la communauté internationale pour que le GAM soit inscrit sur la liste des groupes terroristes islamistes mondiaux, il faut bien insister sur le fait que celui-ci n'est pas un groupe jihadiste. Le leader du GAM n'a jamais eu l'intention de donner un rôle politique aux oulémas, son objectif est de rétablir le prestige des familles aristocratiques présentes avant la colonisation hollandaise.

Le GAM a perdu peu d'hommes durant le tsunami puisque, ayant été repoussée par l'armée, la majorité de ses hommes et de ses armes ont été confinés dans la jungle.

L'armée indonésienne, la TNI (*Tentara Nasional Indonesia*)

L'armée reste une institution centrale en Indonésie. Elle met en application la théorie de la *double* fonction ou *dwifungsi*, ce qui signifie qu'elle défend la nation aussi bien contre les menaces intérieures qu'extérieures. Elle joue le rôle de police interne et gère les services de renseignements généraux. Les militaires disposent des postes-clés et peuvent ainsi assurer la protection de leurs intérêts économiques. La TNI dispose d'une complète autonomie pour la gestion des zones de conflit telles que Ambon, Aceh...

L'armée comprend un corps d'élite de 12 000 hommes appelés les *Kopassus*. Il s'agit de commandos chargés de missions spéciales, réputés pour agir avec une extrême violence et qui ne sont pas soumis au code du soldat de la TNI. Ces commandos sont initialement formés par les Etats-Unis et entretiennent des relations avec la firme privée de mercenaires Sud-africaine *Executive Outcomes*. Ce sont eux qui

³⁴ Balencie, J-M., de la Grange, A., *Les nouveaux mondes rebelles. Conflits, terrorisme et contestations*, éditions Michalon, Paris, 2005, pp 303.

³⁵ Définition du Comité International de la Croix-Rouge (CICR): « Les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels sont des traités internationaux qui contiennent les règles essentielles fixant des limites à la barbarie de la guerre. Ils protègent les personnes qui ne participent pas aux hostilités (les civils, les membres du personnel sanitaire ou d'organisations humanitaires) ainsi que celles qui ne prennent plus part aux combats (les blessés, les malades et les naufragés, les prisonniers de guerre) ».

interviennent dans les zones dites «chaudes» d'Indonésie pour mener la répression (par exemple dans les provinces du Timor Oriental ou d'Aceh)³⁶.

L'armée indonésienne se caractérise par son degré de corruption. Le porte-parole de la TNI indiquait publiquement en 2000 que « 70 % des ressources mensuelles des soldats étaient «de nature non officielle « (...) Dès lors qu'une province bascule sous loi martiale ou devient un théâtre d'opérations stratégiques prioritaires, elle est transformée en territoire de prédation par l'armée, qui n'hésite pas à prendre langue avec les barons du crime locaux pour s'assurer de revenus additionnels réguliers»³⁷.

L'armée est présente à Aceh depuis le début du conflit en 1976. Elle considère la province comme sa chasse gardée et n'envisage aucunement de lui donner son indépendance. Indéniablement, cette région représente pour elle des revenus importants. D'après l'organisation *Amnesty International*, les militaires se seraient beaucoup enrichis pendant leurs années de présence à Aceh grâce au trafic du bois et de drogue, à la prostitution et aux pots-de-vin perçus par des multinationales pour assurer leur sécurité.

Aussi, Aceh est un véritable symbole pour les militaires indonésiens car c'est là qu'ils font leur « baptême du feu ». Lors de leur entrée dans l'armée, les militaires doivent prononcer le serment de défense de la Constitution de 1945 qui met en avant la préservation de l'intégrité territoriale de la Nation. Ainsi abandonner Aceh serait pour eux déshonorer leur engagement militaire.

Situation pré-tsunami ou le conflit oublié de la province indonésienne d'Aceh

La province séparatiste d'Aceh se distingue du reste de l'archipel par ses particularités religieuses et historiques. On la surnomme *serambi Mekkah*, la véranda de La Mecque, parce qu'elle a été la première région à être islamisée depuis la fin du XIIIe siècle. Elle est la seule province où la charia est en vigueur. Pourtant l'Islam y est pratiqué de manière stricte et non intégriste.

Les raisons du conflit ne sont aucunement religieuses, Aceh cherche simplement à préserver son identité islamique. Les racines du conflit sont à chercher dans la longue tradition de résistance au colonialisme qui caractérise la province d'Aceh. En fait, les revendications profondes du GAM sont le droit à l'autodétermination et l'accès aux ressources économiques.

Avant le tsunami, Aceh vivait sous la coupe de la TNI. Les Officiers avaient la mainmise sur l'administration civile locale (qui est très vite devenue la plus corrompue de tout l'archipel). Une bonne partie de l'armée était entretenue par les industries étrangères en échange de leur protection.

À cause de la violence de l'armée, de l'extrême pauvreté qui perdurait à Aceh (40% vit sous le seuil de pauvreté), des prélèvements abusifs en gaz et en pétrole de

³⁶ Bertrand, R., *L'armée indonésienne, une firme privée*, in: Le Monde Diplomatique, octobre 1999.

³⁷ Bertrand, R., *Indonésie: les défis du nouveau président*, in: Politique Internationale, n°106, hiver 2004-2005.

Jakarta et du sentiment religieux plus important à Aceh que dans le reste du pays, certains Acehnais en sont venus à élaborer une stratégie de sécession. Le GAM incarnait alors cette volonté sécessionniste.

En réponse à ces revendications, l'armée indonésienne exerça une répression extrêmement violente contre les membres du mouvement: déplacements forcés de population, viols, rafles dans les villages, tortures... L'envoi de l'armée sur place, la mise en application de lois d'exception, les exactions de toutes sortes n'ont fait que renforcer les convictions du mouvement.

Les Acehnais sont réputés pour leur capacité de résistance aux tentatives d'appropriation de leur territoire par différentes puissances. Suite aux colonisations hollandaise et japonaise, la province dénonça l'emprise illégitime de Jakarta depuis l'indépendance³⁸.

Aussi, les réserves en hydrocarbures sont depuis des années au centre d'une lutte de pouvoir entre Jakarta et Banda Aceh. Lhokseumawe, la principale zone de combat, est avant tout le site de la compagnie Pt. Arun, filiale de la Pertamina qui exploite les lieux par lesquels transitent des supertankers. Ces réserves sont l'une des plus grandes sources de revenus de l'Etat indonésien.

c) Situation post-tsunami ou le retour à la paix

« La ville est envahie par la puanteur. Les ordures s'entassent partout, ce qui pousse les gens à quitter la ville. Chaque jour, à l'aéroport, des milliers de personnes attendent pour pouvoir partir, aussi bien à bord des avions mis à leur disposition par l'armée que sur des lignes régulières. D'autres essaient de s'en aller en bus, bien que le nombre de véhicules soit très limité. Les réfugiés interrogés par Kompas donnent comme principales raisons de quitter Banda Aceh le traumatisme dû au raz de marée, la puanteur des cadavres et la peur de contracter des maladies. ³⁹»

Le 26 décembre 2004, le tsunami a tout détruit sur son passage. Se trouvant à moins de 100 kilomètres de l'épicentre du tremblement de terre qui a engendré le tsunami, la province d'Aceh a été anéantie par une série de vagues. D'après Romain Bertrand, celle-ci s'est transformée en « gigantesque morgue ».

Seule survivante, la mosquée de Baitturrahman à Banda Aceh ⁴⁰: ce monument religieux a résisté en partie au drame alors que les constructions occidentales se sont effondrées. Elle est donc devenue le symbole de la protection de Dieu, de l'identité musulmane de la province et de sa volonté d'autonomie.

³⁸ En effet, suite à la déclaration d'indépendance de l'Indonésie, les Javanais continuèrent à suivre les règles du système administratif colonial privant les Acehnais de représentation politique. Puis, en 1949, la souveraineté d'Aceh fût officiellement transmise au gouvernement central sans même qu'un referendum soit organisé.

³⁹ Kompas, *Aceh en plein chaos*, in: Courrier International, n°740, 6 janvier 2005.

⁴⁰ Pomonti, J-C., Miladinovic, V., *Aceh. L'histoire inachevée, la fière histoire d'une terre dévastée par les tsunamis*, IRASEC-Les éditions du Mekong, coll. Documents, Indonésie, 2005, pp 29 : Cette mosquée a été rasée lors de la colonisation hollandaise en 1873, puis reconstruite en 1879 sur l'initiative du gouverneur général des Indes néerlandaises. Pendant de nombreuses années, les acehnais ont refusé d'y entrer puis ils acceptèrent de la fréquenter de nouveau en souvenir du premier grand imam Qadi Maikul Adil.

Jusqu'au 26 décembre 2004, seule la présence de trois expatriés était tolérée à Aceh (deux délégués du Comité international de la Croix-Rouge et un envoyé intermittent de l'Organisation des Nations-Unies). La médiatisation de la tragédie asiatique a permis de rouvrir la province aux étrangers et de créer un élan de solidarité sans précédent.

Dans un premier temps, un cessez-le-feu a été déclaré immédiatement après la catastrophe. Puis, dans un deuxième temps, un accord de démilitarisation a été signé en août 2005, sous l'égide de l'ancien Président finlandais Martti Ahtisaari et une mission de suivi des accords (*Aceh Monitoring Mission*) a été déployée par le Conseil de l'Europe. La « diplomatie tsunami » semble avoir parfaitement fonctionné.

Suite à la catastrophe, les membres du GAM ont compris que continuer la guerre n'avait plus de sens politique. L'Union européenne, étant intervenue la première (avant les Etats-Unis), le GAM et le gouvernement indonésien ont décidé d'entamer un processus de pacification sous l'égide de l'UE. Le tsunami a donc conduit les parties au conflit à accélérer le processus de pacification.

Un mémorandum d'accord a été signé le 15 Août 2005

Le 28 janvier 2005, des pourparlers ont été engagés à Helsinki (Finlande) destinés à formaliser un cessez-le-feu. Un mémorandum d'accord a été signé le 15 Août 2005: les deux parties prenantes au conflit se sont engagées à démilitariser la province d'Aceh, à déclarer une amnistie et réintégrer des membres du Mouvement de libération ainsi qu'à mettre en oeuvre différentes réformes dans la province. Ce mémorandum a donc ouvert la perspective d'un règlement définitif du conflit. « Selon les termes de l'accord de paix, les anciens rebelles se sont engagés à rendre leurs armes et le gouvernement indonésien a accepté de retirer les 24 000 soldats de l'armée qui contrôlaient cette région riche en ressources pétrolières et en gaz ». Les rebelles ont ainsi rempli leur contrat, et les forces militaires ont de leur côté entamé leur retrait, qui devrait s'achever d'ici au 29 décembre⁴¹».

Événement historique, les séparatistes ont renoncé à l'indépendance et ont obtenu la création d'un « autogouvernement local »: autonomie plus importante que l'autonomie élargie accordée en 2001. Ainsi l'Indonésie a réussi à préserver sa souveraineté.

La médiation, qui a été menée sous la présidence du Finlandais Martti Ahtisaari, a déployé 350 observateurs internationaux⁴² chargés de veiller à la bonne application du cessez-le-feu et à l'encadrement du désarmement des combattants du GAM.

⁴¹ *Les indépendantistes d'Aceh ont rendu leurs dernières armes*, in: *Courrier International*, 22 décembre 2005.

⁴² 200 observateurs de l'Union européenne et 150 de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est.

La Mission de surveillance d'Aceh (AMM, Aceh Monitoring Mission)

La Mission de surveillance d'Aceh⁴³ est un projet d'action civile commune qui prévoit le déploiement d'une mission d'observation. Son rôle est de surveiller la mise en oeuvre du mémorandum d'accord signé par le gouvernement indonésien et les indépendantistes du Mouvement pour Aceh libre. Elle est la première mission de surveillance européenne en Asie. L'Union européenne s'est engagée à ramener la sécurité, la stabilité, le développement économique et la justice sociale dans la région.

Le projet a débuté le 15 septembre 2005 et aurait dû s'achever en juin 2006. Mais il a été prolongé afin de garantir le succès de la « diplomatie tsunami ». Il a été financé par le budget de l'Union européenne de 2005 à hauteur de 9 millions d'euros, et par les contributions d'Etats membres de l'UE et d'Etats participants à hauteur de 6 millions d'euros. La coordination de l'AMM a été dévolue à Peter Feith (de nationalité allemande et diplomate au sein de l'UE), sous le titre de Chef de Mission. Ce dernier exerce ses fonctions sous le contrôle du Haut représentant pour la PESC, Javier Solana. Le chef de mission doit systématiquement rendre compte à M. Solana de l'évolution de la situation et d'éventuelles infractions aux dispositions du mémorandum. Son mandat est limité à la stricte mise en oeuvre de l'Accord⁴⁴. Le contrôle politique et stratégique est exercé par le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne.

La mission est soutenue par l'UE et bénéficie du soutien de cinq pays de l'Association des nations du Sud-est asiatique⁴⁵ (ASEAN), de la Norvège et de la Suisse. 226 observateurs européens et asiatiques ont été envoyés à Aceh et 11 bureaux sont maintenus en permanence sur place.

L'armée indonésienne a retiré ses troupes comme prévue, 1424 prisonniers amnistiés sont retournés chez eux sans incidents. Les ex-combattants bénéficient d'une aide financière de l'Etat de 200 USD, de vêtements propres et d'un titre de transport pour retourner chez eux. Grâce à la mise en place de l'AMM, certains meneurs du GAM devraient bénéficier de postes importants au niveau de l'administration locale (par exemple des postes de gouverneurs).

Désormais, les membres de l'AMM se concentrent sur l'établissement d'un État de droit et essaient d'arbitrer justement les différends qui subsistent entre les deux parties. Depuis la signature des accords d'Helsinki, il y a eu neuf fusillades recensées et deux morts. Aucune n'a été assez sérieuse pour remettre en cause l'accord de paix selon *International Crisis Group*⁴⁶. Les membres de la Mission ont résolu rapidement et de façon très professionnelle ces quelques incidents violents qui ont eu lieu entre le GAM et la TNI après la catastrophe.

⁴³ <http://www.aceh-mm.org/index.htm> , site officiel de l'Aceh Monitoring Mission.

⁴⁴ http://www.ambafrance-jp.org/article.php3?id_article=852, Ambassade de France au Japon, article sur l'AMM.

⁴⁵ Brunei, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

⁴⁶ International Crisis Group, *Aceh: so far, so good*, Asia Briefing n°44, 13 Décembre 2005.

Le plus grand challenge pour le GAM aujourd'hui reste de devenir une organisation uniquement politique et d'adopter un projet politique cohérent et lisible. Pour combler ce manque de stratégie politique, le GAM a créé une nouvelle assemblée nationale en octobre 2005, la *Majelis Nasional*. Les militaires doivent désormais s'abstenir de perpétrer les violences d'autrefois et sont surveillés par l'oeil attentif de la communauté internationale.

La mise en oeuvre du processus de pacification semble être un réel succès. D'après l'ambassade de France en Indonésie⁴⁷, « La province d'Aceh, toujours en reconstruction, est redevenue calme. Les touristes peuvent se déplacer maintenant sans autorisation ».

En dépit de ces problèmes, l'évolution de la situation en province d'Aceh suite au tsunami reste un événement historique. L'ouverture de la province au monde extérieur a inévitablement favorisé la médiatisation de cette guerre oubliée et la reprise des négociations entre les rebelles acehnais et le gouvernement de Jakarta, même s'il subsiste encore certaines fragilités.

Impact du Tsunami

Bilan matériel et humain

Les données du gouvernement indonésien font état de 150 000 victimes, de 100 000 disparus et de 500 000 déplacés. Villages rasés, familles décomposées...Le tsunami fut ici tout aussi destructeur -d'un point de vue économique et humain- et meurtrier qu'à Sri Lanka.

Le littoral a été détruit sur des centaines de kilomètres. Le raz-de-marée a emporté des bateaux, des maisons, des infrastructures et a complètement anéanti l'économie locale. Toutefois, la masse économique du pays a su absorber le choc beaucoup mieux qu'à Sri Lanka. Certains observateurs y ont même vu un impact économique positif: boom de l'investissement soutenu par l'aide internationale, création d'emplois par le secteur de l'aide et augmentation de la consommation de produits nationaux induite par la présence de milliers d'ONG et de programmes d'assistance.

Critères d'évaluation de l'impact politique de la catastrophe appliqués au cas de la province indonésienne d'Aceh

- *Intervention de la communauté internationale; entente et coordination de l'aide internationale avec les acteurs locaux (gouvernement, ONG, militaires)*

Immédiatement après la catastrophe, les Etats-Unis ont voulu mener une « coalition internationale humanitaire » avec le Japon, le Canada, l'Inde et l'Australie. Cette proposition a fait polémique au sein de la communauté internationale. Le 6 janvier

⁴⁷ <http://www.ambafrance-id.org>, site de l'Ambassade de France en Indonésie.

2005, le groupe a été dissous lors du sommet de Jakarta (sommet consacré à l'aide d'urgence post-tsunami) et l'ONU a ainsi pu reprendre la tête des opérations.

La coordination de l'aide a finalement pu être gérée par des acteurs internationaux suite à l'ouverture de la province. L'Indonésie a reçu une aide logistique et matérielle de la part de nombreuses armées étrangères⁴⁸, des Nations unies et d'organisations privées d'aide humanitaire. La coordination de l'aide a surtout été gérée par le Bureau de la Coordination Humanitaire onusien (le BCAH) et le mécanisme inter-bailleurs du « *Global Consortium* »⁴⁹.

Comme au Sri Lanka, l'ONU a mis ses différentes agences à contribution (UNICEF, OMS, PAM, FAO, UNHCR, PNUD). Le bureau du BCAH a été chargé de mettre en place la coordination civilo-militaire et a dû gérer l'arrivée des acteurs humanitaires. Un Centre d'Informations Humanitaire (HIC) a été mis en place à Banda Aceh. Cet organisme a été chargé de recenser les organisations humanitaires présentes sur place et de signaler la nature de l'aide. Le HIC a collaboré activement avec le Bureau local de reconstruction et de réhabilitation, le BRR.

L'Indonésie, contre toute attente, a laissé son espace aérien et ses côtes à disposition des forces armées internationales. Le déploiement d'un dispositif militaire international a été supervisé par l'armée américaine basée en Thaïlande. L'idée d'apporter l'aide par des forces armées a été proposée par l'armée singapourienne, initiative qui a été suivie par la *US Navy*.

Ces dispositifs militaires, mis en place durant la phase d'urgence, ont été nécessaires car certains villages isolés n'auraient pas pu bénéficier de l'aide si les armées internationales n'avaient pas mis à disposition leurs équipements militaires. Cependant, pour satisfaire l'armée indonésienne, le gouvernement de Jakarta a demandé aux armées étrangères présentes de quitter les lieux vers la fin mars 2005 (soit trois mois après le tsunami). Le retrait a été effectué sans incident.

Malgré le ressentiment de l'armée indonésienne envers les Américains et les Australiens (suite à l'intervention au Timor-oriental), la TNI a continué de suspendre ses opérations contre les rebelles et a coopéré à la mise en oeuvre d'un programme de secours et de reconstruction conjoint entre les militaires et les civils. Ce programme a d'ailleurs joué un rôle déterminant dans le processus de pacification⁵⁰.

Les ONG internationales ont dû faire face à de nombreuses lourdeurs administratives. La législation indonésienne ne leur a garanti qu'une très faible marge d'action. En effet, l'armée indonésienne a tout fait pour rendre difficile la procédure d'enregistrement des organismes humanitaires. Ces lourdes formalités administratives, qu'ont dû respecter les organisations humanitaires pour acheminer l'aide à Banda Aceh, soulignent le fait que l'armée accorde plus d'importance à l'aspect sécuritaire qu'humanitaire. En gérant en même temps ces deux aspects,

⁴⁸ 1307 soldats déployés *on shore* par les Etats-Unis, l'Australie, la Malaisie et Singapour

⁴⁹ Mécanisme qui associe l'ONU, les institutions financières internationales, et les bailleurs de fonds bilatéraux.

⁵⁰ Michael Richardson, *Indonésie: malaise dans les armées*, in: *Courrier International*, n°740, 6 avril 2005.

l'impartialité de la distribution de l'aide humanitaire a été mise en doute. Cependant on ne peut pas remettre en question l'efficacité logistique de la TNI.

Aussi, de la même façon qu'au Sri Lanka, le concept de zone tampon (zone sur laquelle il est interdit de reconstruire) a ralenti les plans de reconstruction.

L'armée a été directement nommée coordinateur de l'aide internationale durant la phase d'urgence et de reconstruction post-tsunami. Selon la communauté internationale, ce rôle n'était pas adapté à l'armée indonésienne car celle-ci ne jouit pas d'un degré de confiance important auprès de la société civile due à sa virulente politique de répression. En effet, un mois après le tsunami, le chef d'état-major (Endriartono Sutarto) a augmenté le nombre de forces armées indonésiennes de 39 000 à 45 000 hommes (les deux tiers des hommes ont participé à des opérations humanitaires contre un tiers à des opérations de sécurité). Ainsi l'armée a cherché à marquer son terrain et a voulu contrer l'aide internationale. Par conséquent, les relations entre l'armée indonésienne et les organisations internationales et non gouvernementales ne se sont pas faites sans heurt.

Aussi, des compagnies comme *Unocal* ou *Exxon Mobil* se sont portées volontaires à l'aide d'urgence et de reconstruction post-tsunami mais leur légitimité a été largement remise en question. En effet, selon un rapport de l'ONG *Human Right Watch*⁵¹, *Exxon Mobil* a déjà fait plusieurs fois l'objet de poursuite car cette compagnie se serait servie de la TNI pour protéger ses intérêts. Ainsi les multinationales sont accusées d'être complice des tortures commises par des militaires indonésiens (les militaires sont accusés d'avoir utilisé les installations de ces compagnies pour torturer et commettre des meurtres).

Cependant, le tsunami a été une opportunité pour mettre en place une administration plus transparente et plus efficiente qui pourrait assurer de réels services sociaux. L'effort de reconstruction et la meilleure coordination sont l'occasion de changer les relations entre Jakarta et Aceh, et entre L'Indonésie et la communauté internationale. Les Etats-Unis et l'Australie ont tous les deux rétabli entièrement leurs relations avec l'archipel de l'Océan Indien.

- *Mécanismes mis en place par les intervenants étrangers et/ou le gouvernement local pour la reconstruction post-catastrophe*

Durant la phase d'urgence, la TNI a été extrêmement présente.

Le BAKORNAS (*Badan Koordinasi Nasional*, Agence nationale de coordination de l'aide pour les catastrophes en Indonésie), créé en 1966 dans le cadre de l'établissement d'un bureau pour la gestion des catastrophes naturelles, s'est occupé principalement de la sécurité civile et de la reconstruction d'urgence pour les victimes de catastrophes naturelles. Chaque organisation humanitaire qui s'est rendue à Aceh a dû faire enregistrer sa mission et les noms de ses bénévoles auprès

⁵¹ <http://www.hrw.org/press/2002/08/exxon080702.htm>, Human Right Watch, *US/Indonesia: Bush Backtracks on Corporate Responsibility*, 7 août 2002.

de cette agence. Cependant celle-ci a été très peu opérationnelle du fait du manque de cadres et de leur faible niveau d'anglais.

Durant la phase de réhabilitation, les acteurs étatiques indonésiens qui ont contribué aux efforts pour la phase de reconstruction sont le BAPPENAS (*Badan Perencanaan Pembangunan Nasional*, Agence de planification indonésienne) et le BRR.

Le BRR est une structure nationale chargée de la coordination pour la reconstruction. C'est une machine administrative lourde qui n'a pas vraiment été opérationnelle non plus (conséquence du manque de personnel sur le terrain). Cette structure a été créée à Aceh suite au tsunami de 2004, dans le but de coordonner la reconstruction sur 4 ans. La mise en place d'un plan de reconstruction durable a été réalisée en collaboration avec le HIC.

- ***Instrumentalisation, politisation de l'aide et degré de corruption, rôle des ONG activistes qui poursuivent un engagement idéologique***

L'aide massive des Etats-Unis à l'Indonésie n'est pas un acte de pure générosité contrairement à ce qu'a pu expliquer le Président George W. Bush; elle est plutôt le reflet de la volonté du gouvernement américain d'améliorer son image dans le pays musulman le plus important au monde d'un point de vue démographique. Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, « a évoqué avec franchise l'espoir que l'aide humanitaire des Etats-Unis et les 350 millions de dollars promis puissent améliorer l'image de l'Amérique dans le monde musulman »⁵².

Comme au Sri Lanka, l'aide humanitaire est devenue un véritable champ de bataille où chaque ONG se bat pour obtenir les meilleurs projets. Secteur concurrentiel, elle est devenue un marché très courtisé. Cependant cette chasse aux projets a eu inévitablement des effets pervers: certains bénéficiaires ont plus essayé de tirer avantage de la situation plutôt que d'agir équitablement. Et au final, l'esprit de compétition a pris le dessus sur la logique d'aide. Les perdants dans cette histoire sont encore les victimes de la catastrophe et du conflit. C'est pourquoi les ONG internationales ont accusé les groupes islamistes de profiter du désastre pour étendre leur influence. Par exemple, le Front des Défenseurs de l'Islam (FDI, *Front Pembela Islam*)⁵³ affirmait renforcer la foi des survivants en nettoyant les mosquées et en encourageant l'application de la charia. Ils distribuaient de la nourriture dans le but de convertir les rescapés : « Donner à manger, disent-ils, cela ouvre le cœur des gens, on peut alors facilement les convaincre d'aller à la mosquée⁵⁴ ».

⁵² *Les Etats-Unis comptent sur l'aide humanitaire pour améliorer leur image auprès des musulmans*, in: *Courrier International*, 5 janvier 2005.

⁵³ Michel, S., *De l'aide en pagaille à Banda Aceh.*, in: *L'Hebdo*, n°742, 20 janvier 2005: « Le FDI est l'un des groupes ayant surgi à la chute du président Suharto, en 1998. Il rêve de renverser le régime plus ou moins laïc de Jakarta pour faire de la plus grande nation musulmane du monde une république islamique. Comme son frère jumeau, le Conseil des moudjahidin, le FDI est prolongé d'un bras armé, la Jamaah Islamiyah, dont le leader, Abou Bakar Bachir, est aujourd'hui en prison, accusé principal des attentats de Bali en 2002 (200 morts) ».

⁵⁴ Michel, S., *De l'aide en pagaille à Banda Aceh.*, in: *L'Hebdo*, n°742, 20 janvier 2005.

Le FDI se réclame du jihad international. Son chef entend promouvoir la vertu et combat le vice en développant des milices jihadistes dans différents quartiers des villes indonésiennes. Ces milices sont en général soutenues par la police mais ce soutien n'est bien sûr pas officiel.

Inversement, ces groupes extrémistes comme le Front Défenseur de l'Islam ou le *Majelis Mujahidin Indonesia* ont accusé l'aide internationale d'agir au nom de valeurs chrétiennes et de vouloir convertir une partie de la population. Ces rumeurs ont d'ailleurs été répétées dans la presse locale, ce qui a valu au Président de faire une déclaration officielle pour calmer les esprits⁵⁵.

A cause de la corruption, les différents bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont craint un risque de détournement de l'aide. En effet, l'indice de perception de la corruption de 2,2 en Indonésie indique une corruption endémique dans la société indonésienne selon l'ONG *Transparency International*⁵⁶. D'après le rapport de URD (Urgence réhabilitation Développement), « certains responsables indonésiens craignent que plus de 30% du milliard de dollars (755 millions d'euros) soient détournés de l'objectif prioritaire visant la reconstruction du pays sinistré, (ces 30% représentent la moyenne de ce qui disparaîtrait chaque année du budget national de l'Indonésie)⁵⁷ ».

On peut se demander si le GAM et l'armée n'ont pas profité de la catastrophe pour détourner de l'argent, ces derniers étant connus pour leur autofinancement à travers différents trafics.

Dans une zone dévastée par un tsunami, en proie à une économie de guerre et où règne la corruption, les organisations humanitaires étaient au courant du risque d'instrumentalisation de l'aide. En effet, les ONG représentent pour les belligérants des ressources économiques non négligeables. L'argent envoyée par les donateurs privés et publics est bien souvent racketté par les rebelles ou l'armée.

Internationalisation du conflit

« Il a fallu attendre la tragédie récente des tsunamis pour que les journalistes et les photographes aient de nouveau accès à Aceh, resté longtemps fermé à tous les regards étrangers (...) En janvier 2005, les Acehnais se sont comme réveillés dans un monde dont l'apparence leur était nouvelle. Dans une région où les étrangers étaient pratiquement interdits depuis des années, des milliers de soldats sont venus du reste de la planète les secourir avec des moyens, à leurs yeux, inimaginables. Des centaines d'hélicoptères et d'avions de transport, des dizaines de navires, des nuées de camions chargés de convoier des milliers de tonnes de vivres et de médicaments (...) jamais les Indonésiens n'avaient

⁵⁵ http://www.bulletinsurlasecuritehumaine.info/August_2005/Conflict/fr/index.php, Bulletin sur la sécurité humaine. Consortium canadien.

⁵⁶ http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi, site de l'ONG Transparency International.

⁵⁷ Grünewald, F., *L'après -tsunami: entre émotions collectives et dures réalités de la reconstruction*, in: *Diplomatie*, n°18, janvier-février 2006.

manifesté une telle solidarité à l'égard des Acehnais aux prises, depuis près de trois décennies, avec un pouvoir militaire sans merci »⁵⁸

Le tsunami a permis au monde de découvrir la région d'Aceh et le conflit qui y perdurait depuis des décennies. Suite à la catastrophe, la province a été ouverte aux étrangers, alors que celle-ci était entièrement fermée depuis deux ans, conséquence de la « sale guerre » qui opposait le GAM à l'armée indonésienne (seulement quelques membres du Comité International de la Croix-Rouge et des Nations Unies avaient le droit d'y entrer).

Plus de 2000 humanitaires venant de trente pays différents, des forces armées et des forces de protection civile venant des Etats-Unis et d'Europe et des cadres indonésiens ont débarqué dans la province pour aider à l'aide d'urgence et de reconstruction. Cette arrivée massive d'acteurs humanitaires a permis l'internationalisation du conflit oublié d'Aceh. Le conflit a donc été redécouvert grâce aux désastres causés par le tsunami. Préoccupée par la situation, la communauté internationale s'est sentie investie d'une mission pacificatrice. Mais cette volonté d'apporter la paix en province d'Aceh est surtout liée à l'intérêt géostratégique de la région.

• *Intérêt géostratégique de la zone*

L'Indonésie, poids démographique de l'Asie du Sud-Est, pays du monde comptant le plus grand nombre de musulmans, occupe une position stratégique majeure pour les puissances étrangères puisqu'elle contrôle les passages entre l'Océan indien et le Pacifique. En effet, le détroit de Malacca, à l'Est de la province d'Aceh, est un axe stratégique puisqu'il est l'une des plus importantes voies de navigation au monde. Passage principal entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, on le compare souvent au canal de Suez. Il relie l'Inde, l'Indonésie, la Chine et le Japon. Plus de 11 millions de barils de pétrole y transitent chaque année, ainsi que 50 000 navires.

De plus, la province d'Aceh est particulièrement convoitée puisqu'elle est une province riche en hydrocarbures où la *Pertamina*⁵⁹ avec *Mobil Oil* exploitent des gisements de gaz naturel et de pétrole. À Aceh, 1,5 millions de barils de pétrole sont produits par jour et ses réserves en gaz représentent 38% des réserves mondiales.

Depuis la fin des années 90, l'Indonésie est au centre d'une zone particulièrement instable car les mouvements islamistes se sont développés dans la région de l'Asie du Sud-Est (Sud des Philippines, Malaisie et Indonésie). Avec les attentats de Bali et de Manado (Nord des Célèbes), l'archipel indonésien est victime du terrorisme internationaliste d'origine islamiste. L'Indonésie s'est alors engagée, aux côtés de Washington, dans une lutte anti-terroriste et ce malgré les critiques émanant des mouvements musulmans qui développent un discours de plus en plus anti-américain. Par conséquent, Jakarta a pu bénéficier de cette coopération avec les

⁵⁸ Pomonti, J-C., Miladinovic, V., *Aceh. L'histoire inachevée, la fière histoire d'une terre dévastée par les tsunamis*, IRASEC- coll. Documents, Indonésie, 2005, pp19.

⁵⁹ Compagnie nationale des hydrocarbures.

Etats-Unis: Washington a accordé au gouvernement central indonésien des dons et des prêts de près de 600 millions de dollars pour renforcer les forces de sécurité.

Les Etats-Unis ont désormais désigné l'Indonésie comme leur partenaire dans la lutte anti-terroriste, considérant que les intérêts américains en Asie du Sud-Est dépendent uniquement de la stabilité politique de l'Etat indonésien et de sa croissance économique. Cependant, Washington doit se méfier du sentiment anti-américain de certains militaires indonésiens qui n'ont toujours pas digéré l'intervention militaire⁶⁰ soutenue par les Etats-Unis, qui a renforcé le sentiment séparatiste au Timor Oriental. Par ailleurs, la politique étrangère des Etats-Unis dans le monde musulman (que ce soit en Irak ou dans leur prise de position dans le conflit israélo-palestinien) est loin de faire l'unanimité en Indonésie.

• *Traitement des déplacés victimes de la catastrophe et des déplacés victimes du conflit*

Le relogement des rescapés fait l'objet d'un véritable enjeu pour la TNI car c'est un moyen très efficace pour identifier les combattants du GAM. Cependant, selon le rapport d'information sur l'aide humanitaire en Indonésie du Sénat, la différence de traitement entre victimes du conflit et victimes de la catastrophe est apparemment moins marquée qu'entre combattants du LTTE et non combattants au Sri Lanka. Les camps sous tente, qui sont surpeuplés, sont de moins en moins nombreux aujourd'hui.

Bien que l'année 2004 ait été une année douloureuse pour les Indonésiens, elle s'est révélée être une source d'optimisme suite à l'accélération du processus de paix et à la signature d'un accord le 15 août 2005. Bien qu'il subsiste certaines zones d'ombre sur les relations de l'armée avec le gouvernement central, l'Indonésie semble être bien lancée sur la voie de la démocratisation. La réussite de la « diplomatie tsunami » entre le GAM et le gouvernement central de Jakarta tient surtout au fait que la relance du processus des négociations de paix ait été initiée par les parties prenantes au conflit et qu'elle soit un partenaire clé des occidentaux dans la lutte anti-terroriste.

⁶⁰ Force internationale menée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Impact du séisme du 8 octobre 2005 au Cachemire

Le 8 octobre 2005, un tremblement de terre de magnitude 7,6 sur l'échelle de Richter a frappé le Nord-Est du Pakistan, le Nord de l'Inde et le Cachemire. L'impact du séisme s'est révélé être inégal selon les zones. Le Cachemire pakistanais et les territoires du Nord du Pakistan sont les régions qui ont payé le plus lourd tribut humain. La catastrophe a causé la mort de près de 74 000 personnes et a fait environ 700 000 blessés du côté pakistanais, et environ 1500 morts et 6700 blessés du côté indien. Suite au drame, 3 millions de sans-abris ont dû subir le froid himalayen durant l'hiver 2005. Cette catastrophe naturelle a été l'occasion de rappeler à la communauté internationale l'existence du conflit cachemiri qui sévit depuis 1947 entre Indiens et Pakistanais.

Face à l'ampleur des dégâts, l'armée pakistanaise n'était pas du tout préparée alors que les risques sismiques au nord-est du pays sont connus des autorités. Plus préoccupée par la surveillance de la LoC⁶¹ que par l'urgence humanitaire, l'armée a brillé par son manque de réactivité.

Le contencieux cachemiri

Le Cachemire se situe au Nord de l'Inde et au Nord-Est du Pakistan, il est peuplé de 12 millions d'habitants dont 70% de musulmans (y vivent aussi des hindouistes, des sikhs et des bouddhistes). En 25 ans, les forces indiennes et pakistanaises se sont affrontées frontalement trois fois (1947, 1965, 1971). Depuis l'époque de la Partition, les affrontements sporadiques entre les deux « frères ennemis » ont tendance à freiner l'achèvement de l'unité fondamentale de ces deux entités. Presque à chaque nouveau printemps, Indiens et Pakistanais s'épient et se cherchent autour de la ligne de contrôle.

Le Cachemire, pomme de discorde indo-pakistanaise

« *L'histoire des relations pakistano-indiennes est celle d'un divorce qui a mal tourné, et qui génère sans fin la rancœur, le fiel et le soupçon* »⁶². Ce conflit est loin d'être uniquement territorial, il est avant tout religieux.

Face à une Inde laïque et démocratique, le Pakistan souffre d'un complexe d'infériorité ayant du mal à s'insérer sur la scène internationale. Selon Balveer Arora, professeur de science politique à l'université de Jawarlha Neru, « le Pakistan a besoin du Cachemire pour maintenir une paix intérieure qu'il n'a pas réussi à bâtir sur une base autre que religieuse ».

⁶¹ La LoC ou « ligne de contrôle » est le nom de la frontière entre le Cachemire pakistanais et le Cachemire indien. Ce nom lui a été donné par l'ONU, suite à l'accord de Karachi en 1949. Cette ligne n'a juridiquement pas valeur de frontière internationale. La délimitation de celle-ci est assurée par une militarisation massive. Longue de 740 km, des barbelés ont été installés sur 550km. Cependant, elle n'est pas totalement hermétique aux violences puis qu'encore aujourd'hui il y a des accrochages autour de la LoC entre Indiens et Pakistanais.

⁶² Jaffrelot, C., *le Pakistan*, Fayard, 2000, pp201.

Après l'Indépendance, les deux nations se sont construites l'une contre l'autre, cultivant le sentiment de « différence ». A travers la pomme de discorde cachemirienne, ces deux Etats ont développé, chacun de leur côté, une théorie du concept de Nation.

Ainsi, les Indiens ont développé le concept de la Nation multiculturelle où les musulmans ont leur place comme les autres minorités au sein de la société indienne; le Pakistan, de son côté, est resté une Nation musulmane, devenant la nouvelle terre d'accueil des musulmans des Indes.

Tous les deux n'ont pas la même vision du Cachemire. Pour l'Inde, le Cachemire est enjeu stratégique et idéologique. Stratégique, puisque Jammu-et-Cachemire contrôle le débit des grands fleuves du Penjab, ce qui est un moyen de pression sur le Pakistan. Et idéologique, car la province de Jammu (à majorité musulmane) est le symbole d'une Inde pluriculturelle qui affiche un discours séculariste national. La possession de ce territoire est pour le gouvernement indien une façon de garder l'image d'un pays « multinational ».

Le Pakistan affirme que la majorité musulmane du Cachemire lui a toujours été favorable et que l'Inde occupe le territoire par la force et de façon illégale depuis l'époque de la Partition. Le partage du territoire (depuis les accords de Simla) est perçu par la majorité des Pakistanais comme une trahison. Le « pays des purs » souhaite alors l'internationalisation du conflit et préconise l'organisation d'un plébiscite libre et impartial (fondé sur les résolutions de l'ONU adoptées entre avril 1948 et février 1957) afin que les musulmans puissent jouir de leur droit à l'autodétermination.

Pour l'Inde, le Cachemire n'a pas la même valeur symbolique, ni la même importance identitaire mais il est certain qu'aucun parti indien ne cèdera ce territoire après plus de 50 ans d'affrontements communs. Toutefois, bien que la terre de Ghandi ait toujours revendiqué le Cachemire comme une partie intégrante de son territoire, elle n'a jamais pris les mesures nécessaires pour que les Cachemiris soient considérés comme des citoyens à part entière.

Le Markaz Daawa Wal Irshad, le Lashkar-e-Taiba et le Jammāt-ud-Dawa: un seul et même groupe

Les groupes terroristes islamistes sont des acteurs clés du conflit cachemirien, nous expliciterons ici les motivations du plus influent d'entre eux.

Le *Lashkar-e-Taiba* (LeT) est un groupe terroriste islamiste qui a été créé en 1990 par Hafiz Mohammad Saeed. Ce groupe est le bras armé de l'organisation pakistanaise religieuse et anti-américaine *Maarkaz Daawa Wal Irshad* (MDI), créé en 1988, qui se fait appeler le *Jamaat-ud-Dawa* depuis 2001 (JUD).

Basé à Murdike, le MDI dispose de fermes, d'écoles et d'une université islamique. Il est en grande partie financé par des fonds privés arabes et par la diaspora pakistanaise en Europe et au Moyen-Orient. Ces deux objectifs proclamés sont le *daawa* (la prédication) et le *Jihad* (la guerre sainte). Son but est de purifier par le

daawa la société pakistanaise, pour arriver à purger, à plus long terme, l'Islam de l'Asie du Sud de l'hindouisme. La préservation de l'identité islamique au Pakistan est l'une de ses premières motivations.

Le MDI a investi les secteurs de l'éducation et de la santé dans lesquels l'Etat est défaillant. Il a mis en place plus de 2000 centres de recrutement dans tout le Pakistan et a créé en 1994 le réseau *Daawa Model Schools* qui allie éducation islamique et modernité (les matières principales, mis à part les cours de religion, sont l'informatique et l'anglais). Le but est de répandre le *Jihad* par les outils informatiques modernes et de préparer les jeunes enfants à devenir des moujahidin modèles.

Le LeT a été créé au départ pour former les jeunes Pakistanais qui voulaient combattre l'occupation soviétique en Afghanistan. Deux centres ont alors été ouverts par le MDI en Afghanistan. Depuis 1991, le LeT lutte surtout pour la reconquête du Cachemire (il y a d'ailleurs recentré aujourd'hui toutes ces activités)⁶³. Ses pires ennemis sont les Hindous, les Juifs et les Américains

La guerre qu'il mène n'est pas une guerre de territoire mais une « guerre sainte » contre les Infidèles. Pour ces militants, l'Inde n'est qu'un élément d'un système mondial d'oppression qui doit être abattu par la force »⁶⁴. Il est arrivé sur la scène islamique en 1990 lors d'une embuscade contre une jeep qui transportait des pilotes de l'armée de l'air indienne. Les *moujahidines* du LeT sont certainement les mieux entraînés de tous les groupes jihadistes actifs au Cachemire⁶⁵, ils terrorisent les Hindous qui vivent au Cachemire et les incitent à partir.

Afin de convaincre les jeunes de devenir martyr, les écoles et la télévision jouent sur l'aspect émotionnel. A travers l'école et la télévision, les jeunes sont soumis à une propagande intense. L'honneur devient alors un moyen de légitimer leur futur engagement dans le *Jihad*.

Aussi, il n'est pas rare de voir dans la région du Punjab, frontalière de l'Inde, des affiches du LeT qui incitent les jeunes Pakistanais à participer au *Jihad*. Sur ces affiches on peut trouver toutes les informations nécessaires, tel que le numéro de téléphone du centre régional de l'organisation. Les membres du LeT sont aussi très présents le vendredi à la sortie des mosquées pour distribuer des pamphlets sur la « Guerre Sainte » au Cachemire, mais aussi en Palestine, en Tchéchénie, au Kosovo et en Erythrée.

Adhérer au LeT et devenir martyr est une occasion pour ces jeunes de redonner un nouveau sens à leur vie et d'acquérir une certaine reconnaissance par leur famille⁶⁶.

⁶³ Arpi, C., *Cachemire, le paradis perdu*, éd. Philippe Picquier, Arles, 2004, pp530: « Dans le coeur des nouveaux prophètes de la guerre sainte, le Cachemire a une place encore plus spéciale que l'Afghanistan. En effet, la lutte pour l'Afghanistan était une lutte contre un envahisseur athée. Alors qu'au Cachemire, c'est purement une guerre de religion contre une population autochtone hindoue et contre un Etat non musulman ».

⁶⁴ Swami, P., *Les ambitions insensées du Lashkar-e-Taiba*, in: Courrier International, 17 novembre 2005.

⁶⁵ http://www.ldainfos.com/terrorisme/groupe_terroristes/lashkar_e_toiba.htm, site d'informations.

⁶⁶ <http://www.jammu-kashmir.com>, site d'informations sur le Jammu-Cachemire.

Mais, pour devenir martyr, il faut d'abord suivre une formation religieuse et des entraînements militaires (apprentissage des techniques de survie et de guérilla). Ensuite, les nouveaux membres devront tous garder les cheveux longs, porter la barbe et adopter le nom d'un des ancêtres de la première génération de musulman. L'unité kamikaze compte environ 2000 hommes, âgé entre 18 et 25 ans. Mais leur engagement ne peut se faire sans l'accord de leurs parents.

En janvier 2002, le LeT a été interdit par le gouvernement pakistanais, cédant aux pressions américaines et indiennes. Mais le mouvement a eu le temps d'anticiper cette mesure et a immédiatement fait transférer ses infrastructures et ses militants à Muzaffarabad. Hafiz Saeed, le leader de l'organisation (professeur à l'université islamique de Lahore) s'est fait arrêter le 30 décembre 2001. Prévoyant, il a eu le temps avant son arrestation de transformer le LeT en *Jamaat-ut-Daawa* dont le but officiel est l'éducation et la santé. Le changement de nom du LeT a suffi au groupe pour échapper au gouvernement, il n'a en fait jamais cessé ses activités.

Le LeT a en fait été instrumentalisé par l'ISI pour maintenir une certaine tension au Cachemire. Tant que la question cachemirienne ne sera pas réglée, le Pakistan aura besoin de cette armée « parallèle » pour maintenir ses positions face aux Hindous.

Les autorités indiennes soupçonnent le LeT d'être responsable de nombreux attentats meurtriers.

De l'époque de la Partition à la nucléarisation du conflit

La partition de l'Empire des Indes s'est faite sur une base ethnique et religieuse: les régions à majorité musulmane sont devenues pakistanaises et les régions à majorité hindoues sont devenues indiennes. Mais pour certains Etats qui avaient subsisté au protectorat britannique, ce fut au maharadjah de choisir. Le Cachemire était l'un de ces Etats.

Au Cachemire, la majorité de la population était musulmane mais son maharadjah, Hari Singh, était hindoue.

Alors que la région de Poonch se souleva contre Hari Singh et se déclara aussitôt *Azad Cachemire* (Cachemire Libre), des bandes tribales marchaient sur Srinagar. Singh finit alors par opter pour le rattachement à l'Inde en échange de son aide militaire. Cette décision provoqua la première guerre indo-pakistanaise qui ne prit fin qu'avec la mise en place d'une ligne de cessez-le-feu en 1949, suite à l'intervention de l'ONU et aboutit à la partition du Cachemire. Depuis, le Cachemire est une véritable poudrière qui structure les relations entre les deux parties.

La zone de discord fut partagée en deux parties:

- La première, *jammu et Cachemire* (81 954 km²) obtint le statut d'unité constituante de l'Union Indienne. La répartition ethnique et linguistique y est très complexe: Jammu est à majorité hindoue, la vallée de Srinagar est à majorité musulmane et le Ladakh à majorité tibétaine. L'autonomie de Jammu est faible, le gouvernement intervient souvent malgré la présence d'une résistance armée opposée à la présence indienne.

- La deuxième, la portion pakistanaise (97 547 km²) est composée de *Azad Cachemire*, qui est relativement autonome, et des territoires du Nord qui sont administrés par le gouvernement pakistanais.

La Chine possède, depuis le conflit sino-indien de 1962, l'Aksai Chin et le Shaksgam (42 735 km²) qui sont des zones désertiques.

En 1988, des Cachemiris indiens, partisans de la sécession, débutèrent une insurrection. Ces derniers étaient soutenus militairement par Islamabad et des groupes islamistes pakistanais. Depuis cette époque, le gouvernement indien accuse le Pakistan d'alimenter le terrorisme transfrontalier en soutenant politiquement et logistiquement des « Etats voyoux » et remet en doute le rôle de l'ISI (services secrets pakistanais) qui a permis la mise en place de camps d'entraînement terroristes sur son territoire.

En 1998, après la guerre « non déclarée » du Kargil en 1991, le conflit a pris une toute autre dimension puisque l'Inde et le Pakistan sont devenus tous les deux des puissances nucléaires⁶⁷. Cette nouvelle dimension posa le problème de la question nucléaire et devint une véritable menace pour la paix et la sécurité internationale. Cependant, l'équilibre de la terreur n'a apporté aucun changement substantiel. En effet, on a pu remarquer que, jusqu'à maintenant, la menace nucléaire n'a jamais empêché les guérilleros pakistanais de tenter de passer la ligne de contrôle ou les Indiens de bombarder des maquisards séparatistes musulmans.

L'armée pakistanaise⁶⁸, forte de 98 000 hommes, est la « colonne vertébrale » du régime pakistanais, régime prétorien où le respect de l'ordre prime sur les valeurs démocratiques. Face à une Inde laïque et qui respecte le jeu démocratique, il n'est pas difficile de savoir quel est celui qui a le plus de chances d'attirer le soutien de la communauté internationale.

A cause de sa position équivoque face au terrorisme et au fondamentalisme religieux et à cause de ses programmes balistiques et nucléaires, le Pakistan souffre d'un déficit d'image positive sur la scène politique internationale.

Cependant, le « après 11 septembre 2001 » et la crise afghane ont métamorphosé l'image du Pakistan.

Le « pays des purs » sur la scène internationale après le 11 septembre 2001

Les attentats perpétrés par le groupe *Al-Qaeda* aux Etats-Unis le 11 septembre 2001 ont eu un impact important sur les relations américano-pakistanaïses.

Le président George W. Bush, conscient que le Cachemire est, en plus d'être une véritable poudrière, un lieu miné par les recrutements de mercenaires, les camps

⁶⁷ L'Inde et le Pakistan se sont dotés respectivement de l'arme nucléaire en 1974 et 1998.

⁶⁸ Blom, A., *Pakistan: la relation ambiguë avec les Etats-Unis et ses conséquences*, in: Questions Internationales, n°2, juillet-août 2003: « Il est des armées qui gardent les frontières nationales, d'autres qui cherchent à protéger leur position dans la société, et d'autres encore qui défendent une cause ou une idée. L'armée pakistanaïse fait les trois à la fois ».

d'entraînement et les organisations terroristes, a décidé d'entraîner M. Musharraf dans sa lutte contre le terrorisme international.

La relation entre les Etats-Unis et le Pakistan se situe entre partenariat et méfiance. Depuis 1990, le Pakistan est privé d'aide militaire et économique, et les sanctions ont été renforcées suite aux essais nucléaires en mai 1998. Le bouleversement du 11 septembre et l'intervention militaire en Afghanistan ont changé la donne. Le gouvernement pakistanais a accepté de mettre à disposition son espace aérien et des bases au sol pour faire tomber le régime taliban. En se désolidarisant des Taliban et en choisissant le camp étasunien, le Pakistan a bénéficié de la levée des sanctions diplomatiques et économiques.

Le président pakistanais a dû condamner les organisations terroristes qui opéraient au Pakistan, il a alors déclaré à la presse: « Le gouvernement surveillera étroitement l'éducation donnée dans les *madrassa*, qui devront cesser d'endoctriner les jeunes étudiants et devront donner une interprétation vraie de l'Islam. Le Cachemire continuera de recevoir l'appui moral, diplomatique et politique du Pakistan.⁶⁹ » Finalement, les organisations terroristes n'ont pas cessé d'opérer, et les infiltrations de le long de la LoC ne cessèrent pas.

Si Musharraf a changé de cap, c'est parce qu'il a saisi l'occasion de gagner une légitimité internationale et de récupérer des dividendes économiques. Aussi accusé par l'Inde d'être la base arrière des mouvements séparatistes cachemiris, il met ainsi fin à ses accusations. Le Pakistan avait donc tout intérêt à se ranger sous l'aile des Etats-Unis. Toutefois, les discordes classiques n'ont pas été effacées par la coopération anti-terroriste comme le rôle trouble de l'ISI, la question du nucléaire et celle du Cahemire bien évidemment.

Les relations pakistano-afghanes restent très ambiguës puisque « les services secrets interarmées pakistanais (ISI) continuent de soutenir les Taliban qui sont pour la plupart, d'anciens réfugiés afghans d'origine pashtoune, formés dans les séminaires religieux de l'ouest pakistanais⁷⁰ ».

Le Pakistan est très vite devenu le nouveau pion stratégique utilisé par les Etats-Unis pour atteindre le réseau *Al-Qaeda* et poursuivre la lutte anti-terroriste. Ce fut surtout l'occasion pour le Pakistan de gagner une légitimité internationale.

Etat des lieux du conflit avant la catastrophe d'octobre 2005

2004 a été l'année de la reprise du dialogue. Après la mise en vigueur d'un cessez-le-feu en 2003, le gouvernement indien accepte la reprise du dialogue avec le gouvernement pakistanais, à condition que ce dernier stoppe les infiltrations des militants séparatistes cachemiris au Cachemire indien.

Aujourd'hui, la population cachemirienne est déchirée: diversités religieuses, manque de confiance en l'avenir, besoin de stimuler l'économie, besoin d'autonomie,

⁶⁹ Arpi, C., *Cachemire, le paradis perdu*, éd. Philippe Picquier, Arles, 2004, pp536.

⁷⁰ Blom, A., *Pakistan: la relation ambiguë avec les Etats-Unis et ses conséquences*, in: Questions Internationales, n°2, juillet-août 2003.

d'élections libres et de sécurité...le dialogue doit absolument rester graduel et soutenu. Les Cachemiris se lassent de plus en plus des insurrections et aspirent à une résolution durable du conflit.

L'Inde et le Pakistan semblent penser aujourd'hui aux enjeux économiques de la partie. Le Pakistan par exemple calme le jeu car il a réellement besoin du soutien financier international. Et l'économie touristique de l'Inde souffre de l'influence du conflit.

Situation post-catastrophe, la politique l'emporte sur l'humanitaire

Le séisme du 8 octobre a surgi dans un contexte incertain, fragile, caractérisé par l'absence d'avancées significatives dans la résolution de conflit indo-pakistanaïs. Face à la catastrophe, les gouvernements d'Islamabad et de New-Dehli ont adopté une attitude réservée et attentiste. Cependant, cette épreuve a tout de même conduit à une coopération entre ces deux derniers: le Pakistan a accepté l'aide humanitaire proposée par son voisin indien. Finalement, le séisme a révélé la stratégie des acteurs indiens et pakistanaïs sans remettre en cause le dialogue engagé depuis deux ans entre les deux parties et les efforts de 2005.

Du côté indien, les pertes et dégâts n'ont pas été si importants qu'au Pakistan. L'armée indienne a pu venir en aide aux habitants de *Jammu-et-Cachemire*, région que l'Inde contrôle et dont la population ne supporte plus l'occupation. Venir en aide aux rescapés a été une opportunité pour le gouvernement indien de redorer son blason.

Du côté pakistanaïs, par contre, l'ampleur des dégâts⁷¹ a dépassé la capacité de réponse de l'armée pakistanaïse. Les premiers réflexes de celle-ci furent sécuritaires avant d'être humanitaires, craignant l'infiltration de troupes indiennes: Les rescapés ont alors fortement critiqué le manque de réaction du gouvernement pakistanaïs. Les populations des deux Cachemire se sont rassemblées autour d'une même revendication, celle de faire passer l'humanitaire avant le sécuritaire.

Suite à la catastrophe, les grands changements ne se sont pas fait au niveau gouvernemental mais plutôt au niveau de la société civile. En effet, le séisme a permis le réveil de la société pakistanaïse, signe que celle-ci n'est pas totalement assignée au régime militaire. Beaucoup de donateurs privés ont préféré envoyer leurs dons à des ONG locales plutôt qu'au gouvernement, craignant que l'argent soit détournée. A long terme, cette mobilisation ébranlera peut-être la légitimité des institutions pakistanaïses.

⁷¹ Muzzafarabad (ville principale du Cachemire sous administration pakistanaïse, à 100km d'Islamabad), épiceutre du séisme, a été totalement dévastée.

Des avancées diplomatiques superficielles suite au séisme

On a pu observer des avancées certaines au niveau diplomatique entre les « frères ennemis », qui ont été caractérisées par la presse d' « historiques ». Nous en citerons ici quelques-unes:

- Le 18 octobre 2005, Pervez Musharraf ouvre la LoC pour aider à l'identification des victimes à la reconstruction;
- Le 19 octobre 2005, les lignes téléphoniques entre les deux Cachemire sont restaurées;
- le 27 octobre 2005, l'Inde fait don de 25 millions de dollars pour l'aide à la reconstruction;
- Le 30 octobre 2005, New-dehli et Islamabad s'accordent sur l'ouverture de 5 points de passage sur la ligne de contrôle.
- Le 7 novembre 2005, le premier point de passage est ouvert pour faciliter l'accès aux victimes du séisme. A cette occasion, les deux responsables politiques et militaires de l'Inde et du Pakistan se sont serrés la main. 25 camions indiens ont été déchargés, et des listes de rescapés voulant franchir la ligne de démarcation ont été établies (ces listes devront être échangées par les deux gouvernements et approuvées avant que ces personnes ne franchissent la ligne).

Toutefois, la coopération entre l'Inde et le Pakistan n'est restée que très brève et superficielle, aucune nouvelle négociation sérieuse de paix n'a été lancée. Bien que le gouvernement pakistanais ait accepté l'aide indienne, celle-ci n'a pas été tout de suite effective et les obstacles ont été nombreux. L'urgence humanitaire n'a donc pas pu effacer en quelques semaines des années de discorde.

En proposant son aide, la démocratie indienne a extrêmement bien joué et profite maintenant d'un avantage relatif. Par conséquent, en acceptant l'aide indienne, le Pakistan ne peut plus se permettre de diaboliser son voisin comme auparavant. La présence de l'armée indienne au Pakistan a été un symbole difficile à accepter par le gouvernement pakistanais puisque le sol pakistanais n'avait pas été foulé par les soldats indiens depuis les affrontements de 1971.

Le tremblement de terre a surtout révélé le rôle de l'armée pakistanaise. Il a mis en exergue la domination et l'omniprésence de celle-ci au sein de la société pakistanaise et a permis aux organisations islamistes de gagner du terrain et d'étendre leur influence. Le réchauffement diplomatique n'aura pas tenu bien longtemps. L'Inde refuse toujours de faire la paix tant que les infiltrations terroristes ne seront pas stoppées.

Ce drame nous rappelle les événements de 1970, lorsque l'armée pakistanaise avait été incapable de répondre aux besoins du Pakistan Oriental suite à un cyclone. Le vide de réaction, et par conséquent d'efficacité de l'armée, avait contribué à dresser les Bengalis contre les dirigeants pakistanais et avait provoqué le démembrement du pays un an plus tard.

Impact du séisme : Bilan matériel et humain

Selon la Commission fédérale des secours du Pakistan, la catastrophe a fait 73 338 morts, 128 309 blessés et plus de 3,5 millions de sans-abri. D'après le Haut Commissariat aux Réfugiés, le séisme a endommagé, au Cachemire, 2153 écoles primaires, entraînant la mort de 853 enseignants et de 18 095 élèves. Environ 15 000 villages ont été détruits, plusieurs villes ont été rasées comme Muzafarabad (épicentre du séisme) et Balakot (ville située dans la province du nord-ouest du Pakistan). La reconstruction prendra des années. Plus de 70% des établissements de santé ont été endommagés. La perte de subsistance et de production a laissé de nombreuses familles dans une grande vulnérabilité.

Le dépeuplement du Cachemire, déjà important à cause du conflit, a été amplifié par le drame.

Critères d'évaluation de l'impact politique de la catastrophe appliqués au cas du Cachemire

- *Intervention de la communauté internationale; entente et coordination de l'aide internationale avec les acteurs locaux (gouvernement, ONG, militaires).*

La mise en oeuvre de l'aide d'urgence a été difficile: « l'intensité de la secousse, conjuguée au caractère accidenté du relief, explique que cette opération ait été qualifiée par les représentants des Nations Unies de l'une des plus complexes que le monde ait jamais connue⁷² ».

Immédiatement après le séisme, l'ONU a lancé un programme de reconstruction de 300 millions de dollars, qui s'étend sur un an, pour assurer l'accès à l'eau potable et aux soins médicaux. Une conférence des donateurs a eu lieu à Genève le 19 octobre 2005, sous l'égide de l'ONU, avec la participation des Etats et des ONG, qui a décidé des mesures les plus appropriées à prendre suite au désastre. Les promesses de financements se sont élevées à 580 millions de dollars. Les donateurs les plus importants ont été la Norvège, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union européenne. L'appel d'urgence de Jan Egeland⁷³ à cette occasion a été lancé dans le but de répondre aux besoins suivants: 137 millions de dollars pour la logistique, 95 millions de dollars pour les abris, 30 millions de dollars pour la gestion des camps, 85 millions de dollars pour la nourriture, 55 millions de dollars pour la santé et 41,6 millions de dollars pour l'eau et l'assainissement, le reste étant affecté à l'éducation, la coordination et à la protection⁷⁴.

En novembre 2005, une autre Conférence des donateurs a eu lieu à Islamabad, le Pakistan a bénéficié d'une aide de 6,5 milliards de dollars (dont 4 milliards de crédit). Suite à celle-ci, le HCR a déclaré insuffisants les fonds débloqués par les donateurs. « L'aide acheminée représente une goutte d'eau au regard des besoins⁷⁵ » a-t-il dit.

⁷² Perreand, C., *Politique du séisme au Cachemire*, in: *Questions Internationales*, n°19, mai-juin 2006.

⁷³ Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence.

⁷⁴ www.un.org, site officiel des Nations Unies.

⁷⁵ *HCR: l'aide acheminée représente une « goutte d'eau » au regard des besoins*, article sur le site des Nations

Déjà présente dans la région depuis 25 ans pour venir en aide aux réfugiés afghans, le HCR est l'une des agences des Nations-Unies qui a été le plus rapidement efficace, car elle disposait déjà de stocks au Pakistan et d'une capacité opérationnelle sur le terrain. Son rôle a été primordial durant toute la durée de l'aide d'urgence. Cette agence a soutenu les autorités pakistanaises et les organisations non gouvernementales dans environ 40 camps, soit à peu près 55 000 personnes. 183 autres camps ont été créés spontanément par l'ONU. Au total, 900 tonnes d'aide a été fournie par le HCR.

L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) a été sollicité par le Pakistan, dont 10 000 soldats étaient déjà sur place déployés en Afghanistan avant le drame. L'alliance militaire a mobilisé plus d'un millier d'hommes et a fourni une quarantaine d'hélicoptères. Ce fut la première fois que l'OTAN mettait à disposition des hommes pour une mission humanitaire. Cette organisation a aidé notamment à la mise en place d'un pont aérien entre la Turquie et le Pakistan pour pouvoir acheminer l'aide d'urgence.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer le rôle de l'armée pakistanaise. Par exemple, dans les premiers jours qui ont suivi le séisme, le HCR a été incapable d'intervenir seul et a dû charger les militaires de la distribution des tentes. Le HCR a même invité l'armée à coordonner les opérations sur le terrain « Le gouvernement pakistanais fit preuve d'une réelle efficacité dans le post-urgence, ce qui valu à Pervez Musharraf le soutien de la communauté internationale. Cependant, les autorités pakistanaises n'ayant l'habitude de faire face à ce genre de catastrophe humanitaire, les militaires ont mis beaucoup trop de temps à mettre en place le système de l' « approche intégrée ⁷⁶ » qui doit normalement être mis en place dès les premiers jours ⁷⁷. L'omniprésence des militaires pakistanais a quelque peu freiné l'efficacité de l'action d'urgence, étant donné la rigidité et la lenteur de leurs actions. Les victimes du drame ont été déçues par la lenteur des interventions; M. Musharraf s'en est excusé publiquement mais sans remettre en cause les capacités de son armée.

Finalement, on peut dire que les moyens militaires sont loin d'avoir été mobilisés. La réaction tardive pakistanaise a provoqué une perte de légitimité et de crédibilité du gouvernement et de l'armée au sein de la société pakistanaise. La population voit désormais les Occidentaux et plus particulièrement les Américains sous un nouveau jour, remettant en cause le discours des groupes islamistes qui dénoncent l'assujettissement militaire pakistanais aux forces de l'OTAN et qui accusent les Occidentaux de vouloir anéantir le monde musulman.

Unies, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=11333&Cr=pakistan&Cr1=HCR> .

⁷⁶ Perreand, C., *Politique du séisme au Cachemire*, in: *Questions Internationales*, n°19, mai-juin 2006: « L'approche intégrée, généralement utilisée par les organisations internationales, consiste à soutenir les sinistrés dans leur approche de survie en répondant en même temps à leurs besoins alimentaires, médicaux et de logement ».

⁷⁷ Perreand, C., *Politique du séisme au Cachemire*, in: *Questions Internationales*, n°19, mai-juin 2006.

La mobilisation internationale relayée à la coordination entre les intervenants étrangers et pakistanais a permis d'éviter une seconde catastrophe humanitaire du fait de l'approche de l'hiver⁷⁸. Mais, l'aide financière et de coopération a tout de même été en deçà de ce que l'on pouvait espérer de la communauté internationale. L'engouement de solidarité n'a pas été aussi important que pour le tsunami asiatique.

- ***Mécanisme mis en place par les intervenants étrangers et/ou le gouvernement local pour la reconstruction post-catastrophe***

Le 10 octobre 2005, le gouvernement pakistanais a mis en place une commission fédérale pour la reconstruction. Officiellement, cette commission est menée par des ONG locales, des ministres en fonction, des représentants des provinces pakistanaises, et placée sous la responsabilité du secrétariat du Premier ministre⁷⁹. En réalité, l'agence est sous l'autorité de l'armée qui n'est pas du tout préparée pour une telle mission. De plus, il n'y a aucun contrôle parlementaire sur les prises de décision de la commission. La société civile est donc complètement marginalisée au sein de cette structure.

Le 12 octobre 2005, les autorités pakistanaises ont créé La *Earthquake Reconstruction and Rehabilitation Authority* (ERRA), pour une durée estimée de trois ans. Cette mission est entièrement placée sous contrôle militaire. La reconstruction de logements individuels est sa priorité. Pour chacune des 204 000 habitations détruites, une indemnité de 2070 euros est prévue. Chaque famille sinistrée aurait dû percevoir entre 1000 et 1500 euros, suivant la gravité des dommages.

Il faut préciser ici qu'il est très difficile d'obtenir des renseignements précis sur la mission et les objectifs exacts de l'ERRA puisque le site internet officiel n'a jamais réellement fonctionné.

On ajoutera seulement que la volonté des bailleurs de fonds de contrôler la réalité des destructions, avant la distribution des subventions, a retardé l'attribution de l'aide aux familles.

- ***Instrumentalisation, politisation de l'aide et degré de corruption (rôle des ONG activistes qui poursuivent un engagement idéologique)***

Ce sont les réseaux islamistes pakistanais qui se sont mobilisés immédiatement après la catastrophe afin de combler le vide d'intervention d'urgence de l'Etat pakistanais. La mauvaise gestion des lendemains du séisme a engendré un mouvement de colère contre les autorités incompetentes et a créé un mouvement en faveur des ONG islamistes.

⁷⁸ Le porte parole du HCR, Ron Redmond, a déclaré: « L'hiver est apparu tardivement au Pakistan mais avec plus de rigueur, déclenchant (...) trois jours de pluie et de neige sur les personnes déjà affectée par le séisme du 8 octobre dernier. Les mauvaises conditions météorologiques, qui ont débuté (...) ont bloqué au sol les vols humanitaires durant trois jours et ont entraîné des glissements de terrain qui ont empêché l'accès par la route vers plusieurs zones sinistrées ».

⁷⁹ International Crisis Group, *Pakistan: Political Impact of the Earthquake*, Asia Briefing n°46, 15 Mars 2006.

Ces dernières sont devenues rapidement un facteur essentiel de l'aide sociale fournie aux survivants, elles ont débuté une nouvelle mission: secourir les victimes du séisme tout en promouvant les vertus du *Jihad*.

Les relations entre ces organisations et le gouvernement sont plus que douteuses puisque certains de ces groupes ont déjà été sollicités par l'armée pakistanaise pour mener des missions stratégiques⁸⁰. Bien que le gouvernement ait établi, sous pression américaine, une *watch list* des groupes islamistes considérés comme « terroristes » depuis 2002, Musharraf a reconnu la participation de certains de ces groupes au secours des populations en détresse.

Cette implantation d'ONG islamistes activistes a effectivement frappé les observateurs internationaux. La représentante pakistanaise du groupe de réflexion *International Crisis Group* a d'ailleurs vivement critiqué, devant la délégation sénatoriale, le fait que soit attribuée à ces ONG la tâche de la distribution de l'aide (tâche normalement attribuée aux organisations internationales). Mais il ne faut pas pour autant remettre en cause leur action, puis que c'est en partie grâce à elles que les secours sont parvenus plus vite aux victimes.

Profitant d'une large marge de manoeuvre, ces organisations ont vivement critiqué l'intervention humanitaire extérieure en condamnant la propagation des valeurs occidentales dans la société pakistanaise. Il est encore trop tôt pour évaluer l'influence directe de ces groupes durant la période d'urgence et de reconstruction, mais la crainte d'un renforcement de l'extrémisme est réel. L'organisation de défense des droits de l'Homme pakistanaise, *Ansar Burney Welfare Trust*, a d'ailleurs dénoncé l'enlèvement d'orphelins enrôlés dans le *Jihad*⁸¹, victimes du drame.

Le LeT a ouvert suite à la catastrophe, en collaboration avec *Meeter International* (compagnie médicale basée à Karachi), un hôpital à Balakot, a reconstruit plus de 300 maisons et 5 mosquées et a ouvert 10 écoles. Le *Jamaat-ut-Daawa* est aussi intervenu dans des villages reculés de la région de Jareed (vallée de Kaghan), a installé un hôpital de campagne à Muzzafarabad et a distribué quelques milliers de tentes.

Selon *Transparency International*, le Pakistan est l'un des dix pays le plus corrompu au monde⁸². Son indice de perception de corruption est de 2,1. C'est pourquoi la communauté internationale hésite à investir de l'argent dans le cadre de l'ERRA par exemple.

⁸⁰ Perreand, C., *Politique du séisme au Cachemire*, in: *Questions Internationales*, n°19, mai-juin 2006: « Secourus dans un premier temps par les organisations terroristes jihadistes infiltrées dans les montagnes du Cachemire, les survivants des vallées ont par la suite bénéficié d'une assistance sans faille d'un réseau de 58 partis religieux et 24 groupes militants. Fondations caricatives ou ONG, nombre de ces organisations islamistes entretiennent une relation ambivalente avec le régime militaire ».

⁸¹ Nelson, D., in: *The Sunday Times*, *Quake orphans « adopted » for jihad*, 13 novembre 2005: « Pakistan's leading human rights organisation, the Ansar Burney Welfare Trust, said djihadi groups fighting the Indian government were taking orphans off the streets and putting them in training camps. The organisation said it also had evidence that sympathetic government officials were passing children on to jihadis to be looked after ».

⁸² Selon *Transparency International*, le Pakistan est le 140ème pays le plus corrompus sur une liste de 158 alors que l'Inde est placée 85ème, avec un IPC de 2,9.

- ***Internationalisation du conflit***

L'internationalisation du conflit cachemiri a eu lieu bien avant la catastrophe. Elle s'est faite suite aux essais nucléaires indiens et pakistanais de 1998, mais elle n'a jamais débouché sur une résolution durable du conflit. L'Inde s'est toujours opposée à l'internationalisation du conflit jusqu'en janvier 1998 où elle a invoqué l'article 35 de la Charte des Nations Unies qui permet à un gouvernement d'en appeler à l'ONU pour le règlement d'un différent mettant la paix en danger. Avant cela, la question cachemirienne était régionale. La catastrophe n'a pas permis ici de faire lumière sur un conflit oublié comme au Sri Lanka ou en province d'Aceh.

- ***Intérêt géostratégique de la zone***

Le tremblement de terre au Cachemire a été l'occasion de relever la promptitude avec laquelle les Etats-Unis ont su apporter leur aide à leurs alliés pakistanais dans la guerre anti-terroriste. En effet, la rapidité de réaction de l'administration Bush fait contraste avec la réponse moins enthousiaste après le tsunami qui a dévasté l'Asie du Sud-est.

Dans un article du *Washington Times*, le journaliste David Sands relève le fait qu'une réponse rapide des Etats-Unis à la catastrophe pourrait entraîner, comme en Indonésie, l'amélioration de l'image de l'administration Bush⁸³. En effet, suite aux efforts déployés par les américains en réponse au séisme du 8 octobre, 46% des Pakistanais ont une opinion favorable des Etats-Unis contre 23% avant la catastrophe selon l'organisation *Terror Free Tomorrow*⁸⁴

- ***Traitement des déplacés victimes de la catastrophe et des déplacés victimes du conflit***

Au Cachemire, les déplacés victimes de la catastrophe ont clairement subi la propagande des groupes islamistes dans le but d'enrôler les jeunes dans le *Jihad* et de convaincre les plus âgés de l'incapacité d'intervention des organisations occidentales. Cette propagande n'a certainement pas favorisé le processus de paix.

A cause de la méfiance mutuelle qu'il existe entre l'Inde et le Pakistan, l'opportunité qui s'est présentée suite à la catastrophe d'entamer des relations bilatérales et d'avancer la normalisation du processus de paix a largement échoué. Beaucoup de vies ont été perdues à cause de l'inefficacité militaire pakistanaise. De plus, en acceptant le rôle des groupes *jiha*d dans l'effort de reconstruction, le gouvernement a aidé les islamistes radicaux à maintenir leur présence dans les zones affectées par le séisme.

⁸³ Sands, D., *Aid likely to improve US image*, in: *The Washington Times*, 11 octobre 2005.

⁸⁴ Ballen, K., *war on terror needs more humanitarian efforts*, in: *The Christian Science Monitor*, 2 mars 2006: « In fact, the number of Pakistanis who have a favorable opinion of the US doubled from 23 percent in May 2005 to more than 46 percent after American earthquake aid was received. According to a poll conducted by nonpartisan not-for-profit, Terror Free Tomorrow, with fieldwork by ACNielsen Pakistan, for the first time since 9/11, more Pakistanis are favorable to the US than unfavorable ».

Conclusion

Ces catastrophes exceptionnelles ont mis en lumière des problèmes de coordination et d'efficacité de l'aide humanitaire malgré la mobilisation internationale.

Ces drames créent parfois des conditions politiques indispensables à la pacification, toutefois ces conditions ne suffisent pas toujours à effacer la méfiance qu'il existe entre les principaux acteurs concernés par la guerre. Dans le cadre des zones touchées par le tsunami, la catastrophe a indiscutablement modifié l'équilibre des forces. Dans un premier temps, face au raz-de-marée, les diatribes politiques ont été mises de côté pour assurer la survie du plus grand nombre d'individus. Pourtant, une fois passée la première onde de choc, les différents historiques cristallisés par la catastrophe ont refait surface.

L'aide internationale a été essentielle au recouvrement de l'après-tsunami. Parallèlement, elle a constitué un stimulus vers la paix. La gestion internationale de l'aide a suivi les mêmes logiques à Colombo qu'à Jakarta. Si l'impact sur le conflit a été différent, cela dépend de la gestion nationale de l'aide et des réactions internes à la crise.

En Indonésie, une vague de sympathie pour le sort d'Aceh a suivi la catastrophe, ce qui a motivé le gouvernement à coopérer. Au Sri Lanka, apparaît l'intransigeance des positions, un gouvernement qui militarise l'aide et la diaspora Tamoule qui fournit les moyens pour continuer la lutte. La solution aux conflits doit donc venir de l'intérieur.

Au Cachemire, le séisme a permis certaines avancées diplomatiques mais qui n'ont pourtant pas suffi à accélérer le processus de paix. La catastrophe n'a fait que révéler les positions de New-Dehli et Islamabad; les gouvernements indien et pakistanais campent sur leurs positions.

Les catastrophes mettent en lumière le manque de moyens, les carences des administrations, le tiraillement des dirigeants au sein d'un même gouvernement qui veulent chacun profiter de la situation afin d'établir le contrôle sur certaines populations et régions. Aussi les bailleurs de fonds internationaux agissent rarement par pure générosité, comme l'a dit Rony Brauman⁸⁵: « On sait bien que chaque crise majeure, ou événement perçu comme tel, qui provoque un grand bruit médiatique, est une occasion de se tendre un miroir dans lequel on contemple sa propre générosité ».

⁸⁵ Ancien président de Médecins Sans Frontières.

Les leçons que nous pouvons tirer de cet exercice sont les suivantes:

- L'effacement des divisions profondes et la réussite de la volonté de pacification des conflits dépendent de l'ancrage historique de ces conflits.
- Le plus délicat est de savoir gérer les équilibres locaux, qui seront de toute façon modifiés après l'intervention internationale extérieure: « Par définition, n'importe quelle intervention extérieure modifie des équilibres internes. Plutôt que de le déplorer, il faut en être conscient et essayer de les comprendre. Et d'éviter de provoquer des ruptures brutales ⁸⁶». Afin de maximiser les retombées positives de l'intervention internationale, il faut garantir l'efficacité de l'aide. Une gestion conjointe et équitable, réduisant au minimum les risques d'instrumentalisation semble pouvoir ouvrir la voie à la résolution du conflit. Pour cela, l'importance de l'appropriation locale des projets est essentielle.
- Parallèlement, les bailleurs de fonds doivent souligner la conditionnalité de l'aide fournie, d'une part en incluant les groupes instrumentalisant l'aide dans les listes d'organisations terroristes et d'autre part en interdisant de séjour les membres de ces organisations.
- La volonté de pacification ne doit pas venir de l'extérieur, elle doit être une décision prise par les gouvernements locaux en concertation avec la société civile. L'accent doit être mis sur les capacités de résistance locales et de réaction.
- Les principaux bailleurs de fonds et les agences des Nations Unies doivent travailler à partir de mécanismes indépendants pour assurer la transparence.

Personne n'est responsable des ces catastrophes naturelles, mais les responsables locaux et la communauté internationale sont responsables de ces suites. Nous sommes encore aujourd'hui loin d'un solidarisme multilatéral dénué d'intérêts politiques et économiques. L'importance de l'aide est encore bien trop souvent proportionnelle aux intérêts géostratégiques des zones secourues, comme on l'a vu à travers l'exemple de l'intervention étasunienne en province d'Aceh et au Cachemire.

Clarisse Hervet a étudié les sciences politiques à l'université de Genève puis les relations internationales et stratégiques à l'IRIS avant d'effectuer un Volontariat International auprès de la délégation régionale de l'Ambassade de France à Bangkok en 2007-2008.

⁸⁶ Chevallier, E., *Politique et catastrophes naturelles*, in: Questions Internationales, La documentation Française, Paris, n°19, mai-juin 2006, pp54.